

LE CORONAVIRUS ET LA FRANCE

La double mort des musulmans émigrés



Lire l'article de Sofiane M. page 4

GOUVERNEMENT

Quelles priorités pour l'après- «Covid-19»

Lire l'article de
Ghania Oukazi page 3



DEBAT

Journal de bord d'un Algérien confiné à Paris

Un témoignage de
Sid Lakhdar Boumédiène
P. 5

NATIONAL
FOUNDATION FOR
HEALTH PROGRESS
AND RESEARCH
DEVELOPMENT

Covid-19 : le vrai et le faux

Par Mostéfa Khiati P. 12

CORONAVIRUS

Le confinement booste les transactions via Internet

P. 2



Coronavirus Le confinement booste les transactions via Internet

R. N.

Les transactions via Internet ont «considérablement augmenté» depuis le début de la crise sanitaire que vit le pays du fait de la propagation du nouveau coronavirus Covid-19, a indiqué à l'APS l'administrateur du GIE Monétique, Madjid Messaoudene.

Ce dernier a relevé que «beaucoup de personnes préfèrent utiliser leurs cartes pour éviter le déplacement aux banques, aux agences de Sonelgaz ou de SEAAL, etc.».

Selon M. Messaoudene, le nombre d'opérations de paiement en ligne via les cartes CIB et Edahabia (Algérie Poste), entre le 1^{er} janvier au 30 mars 2020, s'est élevé à 441.531 transactions, soit la moitié de l'ensemble des opérations en ligne de l'année 2019 (873.679 transactions).

Depuis début janvier 2020, GIE Monétique a décidé d'intégrer dans des statistiques, qui portaient auparavant sur les activités bancaires uniquement, les chiffres d'Algérie Poste. Les transactions de paiement via Internet ont connu en 2019 une hausse inédite de 51,5%, portée notamment par le boom des achats en ligne des billets d'avion et l'émergence des prestataires de services sur le web algérien. Selon les chiffres du GIE Monétique, organe régulateur du système monétique interbancaire, 202.480 transactions ont été réalisées durant 2019 en utilisant la carte interbancaire (CIB) avec un montant global de 503,87 millions de dinars, contre 176.982 transactions d'une valeur de 332,59 millions de dinars en 2018.

Cette hausse s'explique d'abord, selon M. Messaoudene, par l'augmentation du nombre des sites algériens proposant le paiement en ligne de 31 à 45 sites. Les transports ont été le secteur qui a enregistré la plus forte hausse des transactions avec 6.292 transactions en 2019 contre 871 en 2018 (+622,39%).

L'année 2019 a été marquée, par ailleurs, par l'émergence du secteur des prestations de services qui a enregistré ses premières transactions par Internet, avec 5.056 opérations. Il s'agit essentiellement de réservations d'hôtels en Algérie, d'achat de journaux, de règlement des frais de formation ou de service pour l'obtention d'un visa. Les autres secteurs ont poursuivi leur croissance soutenue, avec 38.806 transactions pour les sociétés d'électricité et d'eau (+30,56%), 2.432 transactions pour les services administratifs (+67,15%), 8.342 transactions pour les compagnies d'assurances (+29,55%) et 141.552 pour les sociétés de télécommunications (2,21%).

L'E-PAIEMENT VIA TPE CONTINUE SA PROGRESSION

Concernant les terminaux de paiement électronique (TPE), 274.624 transactions ont été effectuées en 2019 avec un montant de 1,92 milliard de dinars, soit une croissance de 43,56%. A fin 2019, le nombre des TPE en exploitation est passé à 23.762 terminaux (+54,33% par rapport à fin 2018). Les retraits par distributeurs et guichets automatiques de billets (DAB/GAB) ont progressé aussi en 2019, en réalisant 9.929.652 transactions avec un montant global de 189,31 milliards de dinars, soit une hausse de 16,24% par rapport à 2018. L'élargissement de 12,49% du réseau des distributeurs bancaires a été l'origine de cette progression. Le nombre des DAB/GAB est passé de 1.441 distributeurs en 2018 à 1.621 distributeurs l'année passée. «Nous travaillons pour la promotion du paiement électronique, par Internet et TPE, en favorisant de moins en moins le retrait d'espèces même sur les distributeurs. Le retrait par DAB/GAB devrait, à terme, constituer un réflexe d'appoint», a avancé l'administrateur du GIE Monétique.

LE M-PAIEMENT AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Sur le projet de lancement du paiement par téléphone mobile (m-paiement), en cours de parachèvement, M. Messaoudene annonce qu'il devrait voir le jour durant l'année 2020. «Nous avons finalisé la description fonctionnelle et technique du modèle que nous voulons pour l'Algérie, nous pouvons dire que nous sommes en phase de concrétisation», a-t-il déclaré. «Ce que nous pouvons avancer aujourd'hui, c'est que le m-paiement sera une réalité avant la fin de l'année», a-t-il assuré. Les paiements mobiles sont des transactions effectuées depuis un téléphone mobile et débitées sur carte interbancaire (CIB). Au lieu d'utiliser la monnaie fiduciaire, les consommateurs peuvent, grâce à cette nouvelle solution, se procurer des biens et des services dans les espaces commerciaux de proximité avec un smartphone en scannant un code-barres intelligent (QR) de la caisse du commerçant à partir d'une application spécifique qui sera conçue par GIE Monétique. Pour les commerçants, il permet d'utiliser le téléphone mobile à la place des terminaux de paiement électronique (TPE) classiques, ce qui diversifiera les instruments de paiement mis à la disposition des clients dans les espaces commerciaux.

Covid-19

64 nouveaux cas confirmés et 19 nouveaux décès

Soixante-quatre (64) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) ont été enregistrés en Algérie durant les dernières 24 heures portant ainsi le nombre de cas confirmés à 1825, alors que 19 nouveaux décès ont été enregistrés entre le 27 mars et le 11 avril courant, dont 7 cas lors

des dernières 48 heures, portant le nombre de décès à 275, a indiqué hier le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le paiement par téléphone mobile (m-paiement) devrait voir le jour en Algérie durant l'année 2020. Tout est fin prêt sur le plan fonctionnel et technique pour

que le smartphone fasse fonction de porte-monnaie électronique et donner loisir aux consommateurs de se procurer des biens et des services dans les espaces commerciaux sans avoir besoin d'argent fiduciaire. Mais ce nouveau moyen de paiement, très en vogue partout dans le monde, ne doit pas pousser à un emballement outre mesure en Algérie. Quelle pertinence, en effet, à aller plus loin dans la dématérialisation du paiement scriptural alors que depuis deux ans, au moins, on s'ingénie vainement à imposer aux commerçants de mettre à la disposition des clients des terminaux de paiement électronique (TPE) ? Malgré le soutien des pouvoirs publics qui ont tenté de généraliser le mode de paiement électronique, fixant l'année 2019 comme référence au développement du e-paiement à l'aune d'un cadre législatif imposant, à travers la loi de finances 2018, aux commerçants de mettre à la disposition des clients des terminaux de paiement électronique (TPE), le dispositif reste presque insignifiant. Et, jusqu'à présent, les cartes magnétiques ne servent pas plus qu'au retrait de l'argent liquide à partir des distributeurs automatiques. C'est que le système en question souffre de plusieurs maux qui n'ont rien à voir avec la technique. Le mal est ailleurs. Le m-paiement sera une réalité avant la fin de l'année, sur un plan de fonctionnalité technique, à n'en pas douter, mais cela

Le m-paiement sur les pas égarés de l'e-paiement ?

restera une réalité fictive, boiteuse, tant que les commerçants et les consommateurs n'y adhèrent pas de plein gré. Parce que le problème essentiel réside dans l'adhésion timide des Algériens, pour

ne pas dire une répulsion collective, à ces nouveaux modes de paiement. Comment peut-il en être autrement dans un pays où on n'est pas arrivé à imposer, par la loi, le paiement par chèque ? Et, on continue encore à chercher le remède dans le cadre législatif, puisque les commerçants, qui ont été «obligés» par la loi de finances 2018 d'acquiescer un TPE, sont aujourd'hui contraints par l'article 111 de la dernière loi de finances (LF 2020) de mettre à la disposition du consommateur, pas seulement le TPE, mais des «instruments» de paiement électronique, incluant TPE et code-barres intelligent (QR) de la caisse du commerçant qui permet le m-paiement. C'est évident de mettre en place un cadre législatif qui codifie ces opérations monétiques, mais pour éviter un échec latent, il ne faut pas ignorer qu'il faut, essentiellement, trouver remède à l'économie informelle, qui fait de la résistance à tout système qui pourrait éclairer la traçabilité des échanges commerciaux. Le système bancaire, lui-même, garde également un caractère très archaïque par rapport à cette évolution technologique et devrait dans ce sens aborder une profonde réforme, qui le mettrait à l'abri des influences et des abus autoritaires. Les formules techniques modernes visant la dématérialisation du paiement scriptural foisonnent dans un environnement toujours engourdi par les pratiques qui remontent à l'âge de pierre !

Chloroquine

Saidal en pleine négociation pour l'achat de la matière première

Le Groupe pharmaceutique public Saidal, se trouve actuellement en pleine négociation avec plusieurs fournisseurs pour l'achat de la matière première entrant dans la fabrication de la chloroquine, médicament qui a prouvé son efficacité contre le Coronavirus, a affirmé hier à Alger la PDG de Saidal Mme Fatouma Akacem.

«Saidal est actuellement en pleine négociation avec plusieurs fournisseurs issus de plusieurs pays dont l'Inde dans le but d'acquiescer la matière première pour fabriquer l'hydroxychloroquine», a précisé Mme Akacem dans une déclaration à l'APS. Elle a assuré que «Saidal détient les équipements nécessaires ainsi que les hautes compétences pour fabriquer dans un premier temps 1 million d'uni-

tés de ce remède». Mme Akacem a assuré dans le même cadre que la capacité de production de Saidal pourrait atteindre les 5 millions d'unités de ce médicament dans les plus brefs délais et ce à condition que la matière première soit disponible. Il est à rappeler que la chloroquine est un médicament indiqué dans le traitement et la prévention du paludisme (la Malaria) mais aussi en rhumatologie et en dermatologie pour traiter la polyarthrite rhumatoïde et certains lupus.

Elle a prouvé son efficacité dans le traitement des malades atteints par le Coronavirus Mme Akacem a relevé, par ailleurs, que Saidal s'est lancée pour la première fois au niveau de son unité de Constantine dans la production du gel

hydro-alcoolique, un produit fortement demandé sur le marché dans le contexte de la pandémie du Coronavirus. «Une première quantité de 20.000 flacons d'un (01) litre, a été déjà produite et distribuée gratuitement à la Pharmacie centrale des hôpitaux et aux institutions publiques, a-t-elle rappelé tout en ajoutant que le groupe fabriquera, dans une deuxième phase, d'autres formats de 100 ml et 200 ml.

Elle a par ailleurs assuré que Saidal a mis à la disposition de la population une gamme de produits à savoir le Paracétamol et les différentes vitamines (C, zinc et magnésium). «Une grande quantité de ces produits sont disponibles au niveau des centres de production de Saidal», a-t-elle assuré.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 -Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Gouvernement Quelles priorités pour l'après-«Covid-19»

Ghania Oukazi

«C'est un véritable tableau de bord pour les différents départements ministériels», avait déclaré, en février dernier, Bachir Messaïffa à propos de la «Vision Algérie 2035», un projet «en phase de finalisation» a-t-il affirmé. Le porte-parole de la présidence de la République a, lui, confiné la prospective à la période post-pandémie «Covid-19».

La réouverture d'un département chargé des statistiques et de la prospective s'est imposée au Président Tebboune, dès qu'il a entrepris ses consultations politiques, une fois installé au palais d'El Mouradia. C'est ainsi qu'il l'a inscrite dans l'organigramme du gouvernement Djerrad, sous l'intitulé : «ministre délégué», incarné par la personne de Bachir Messaïffa. C'est à ce titre que cet économiste de formation a fait, en janvier dernier, un come-back à la prospective après l'avoir représenté auprès du Premier ministre, entre 2012 et 2013. Dès son retour aux affaires de l'Etat, en janvier dernier, Messaïffa a déclaré que sa mission c'est de «définir les conditions du décollage économique et du développement global du pays, à travers les études indispensables, ainsi qu'à détecter les signaux futurs, en vue de les mettre à la disposition des secteurs gouvernementaux, pour leur exploitation». Et que son action reposera «sur 10 principaux points, à savoir : atteindre un taux de croissance de 6% à l'horizon 2030, répondre à la demande interne, réguler les niveaux de consommation, réaliser les équilibres macroéconomiques, notamment la balance des paiements, redynamiser les secteurs en récession, assurer la bonne gestion de l'inflation et du marché de l'emploi, cristalliser une vision à long terme, apporter des solutions réalistes et pratiques, garantir des données statistiques et œuvrer à asseoir la règle de la transparence dans l'information économique». Le ministre délégué qui, par extrapolation réglementaire, ne possède en principe pas une administration indépendante du ministère des Finances, a vite fait d'annoncer qu'il procèdera «à l'ouverture de chantiers en vue de tracer une stratégie pour opérer le décollage économique, à l'horizon 2030, se hisser au niveau des économies émergentes, à l'horizon 2050 et réaliser le développement global, à l'instar des grandes puissances économiques».

«UNE PROSPECTIVE POUR LA POST-PANDEMIE COVID-19»

En marge de la réunion Gouvernement-Walis qui s'est tenue à Alger le 18 février dernier, Messaïffa a fait savoir que des experts nationaux planchaient déjà sur des recommandations et des propositions sur la «Vision Algérie 2035» qu'ils devaient soumettre à une conférence nationale prévue à cet effet. Jeudi dernier, le ministre conseiller à la communication et porte-parole de la présidence de la République a annoncé la préparation de l'Algérie pour l'après-«Covid-19». Belaïd Mohand Saïd a affirmé que «sur ordre du président, des commissions composées d'universitaires et d'experts auront pour mission d'examiner la situation économique et la prospection pour la post-pandémie de 'Covid-19', (...) il y a un plan pour construire l'économie nationale, sur la base du développement durable et de la rationalisation de la consommation énergétique». Les choses semblent évoluer autrement que vers la «Vision Algérie 2035» dont a parlé Messaïffa. Tout en reconnaissant que «le monde, après coronavirus, connaîtrait plusieurs mutations et changements dans l'équilibre géopolitique outre l'entrée dans une période de stagnation économique pendant un certain temps», Belaïd en a atténué les effets par anticipation en déclarant que «cette situation

n'aura pas d'impact majeur sur l'économie nationale, au cours de cette année, si les prix du pétrole continuent de remonter». C'est probablement la phrase assassine qu'il aurait dû éviter de prononcer, dans une situation de récession économique mondiale mais aussi nationale. Les indicateurs parlent d'eux-mêmes. L'Algérie devra, en effet, composer avec la diminution drastique de la fiscalité pétrolière, la mise à l'arrêt d'un nombre important d'entreprises privées et même publiques par manque de plans de charge et l'absence d'approvisionnement en matières premières, la non reconduction des travailleurs contractuels, dans différents secteurs, la disparition de nombreuses activités informelles qui jusque-là nourrissaient des familles entières, la réduction de plus de moitié des capacités de production des entreprises et services qui continuent de travailler, en cette période de confinement avec moins de 50% de leurs personnels, la fermeture des écoles et universités qui va remettre en cause le nombre de places pédagogiques disponibles, les moyens de prise en charge des recalés dont le nombre va certainement augmenter, la contraction des cours pour des périodes d'examen raccourcies. La référence de Belaïd à un hypothétique rebond des cours du pétrole prouve si besoin est, que le pays continuera pendant longtemps de scruter les horizons pétroliers et boursiers.

DES PRATIQUES BUREAUCRATIQUES TENACES

Pourtant, de part les bouleversements économiques, sociaux, culturels et même mentaux et psychiques que provoquera en évidence, la pandémie du 'Covid-19', l'Etat devra revoir ses priorités et s'empresser, selon des spécialistes de la gouvernance locale, à «déconcentrer les pouvoirs pour pouvoir les décentraliser d'une manière effective et laisser les autorités locales agir selon les besoins, les préoccupations et les priorités de leur cité et leurs populations, ce qui responsabilisera tout le monde et créera forcément des richesses locales». La réforme des missions et des structures de l'Etat s'impose alors de fait et pourra être amorcée immédiatement. Le cri de détresse lancé, la semaine dernière, par des exploitants agricoles du Sud, entre autres Ghardaïa et Menâa, laisse cependant croire que le pouvoir politique et financier central continue de soumettre des projets d'investissements à des pratiques bureaucratiques tenaces. Des investissements productifs qui peuvent compenser l'effet de la fiscalité pétrolière sur certains secteurs. La contrainte majeure dans cette situation de fait est que les compétences qui sont sollicitées pour prospecter l'avenir national, circonscrivent leur travail à une vision politique étriquée par un mandat électif et non par une vision nationale hors hydrocarbures. «On n'est pas dans la vraie réforme de l'Etat qui, elle, va au-delà d'un mandat présidentiel», soutiennent des analystes. Qui plus est, l'Algérie a pris deux importants engagements auprès des instances onusiennes ; le premier est d'intégrer dans ses programmes et plans d'action, la réalisation des 17 ODD (objectifs de développement durable) et le second, les objectifs du NEPAD (Nouveau Partenariat Africain de Développement). Elle l'a fait en juillet 2019, date à laquelle elle a présenté son projet volontaire sur les ODD à l'Assemblée générale des Nations-Unies. Les deux engagements obligent le président de la République à intégrer les collectivités locales dans une gouvernance régionale effective et réelle. Mais en comptant sur une hausse du baril de brut, Belaïd laisse croire que le pays pense plus à rééquilibrer les ressources budgétaires de l'Etat qu'à permettre aux agriculteurs du Sud de se mettre au travail.



Raina Raïkoum

Kamal Guerroua

Il n'y a pas que le coronavirus qui tue !

Coronavirus, ô mon Dieu, quelle malédiction planétaire : bourse des morts et des prix, guerre des chiffres, guerre des médias, guerre des masques, etc. ! Mais une malédiction qui aura, peut-être, le privilège de rendre l'Afrique, mon pauvre continent, si célèbre ! Pas mal déjà riposteraient, sans doute, les spéculateurs de Wall Street ! Mais comment ? Depuis un certain moment, on parle déjà, toute honte bue, du «continent-labo» pour trouver quoi à votre avis ? Le remède magique à ce salopard de virus ! En termes plus terre-à-terre, les Africains vont devenir, après bien entendu la traite négrière, la colonisation, les dictatures et sui generis, les cobayes préférés des grands de ce monde ! Ni la consécration de l'OMS et ses démentis officiels ni la médiatisation de l'affaire que certains prennent plutôt comme poisson d'avril, n'ont éteint la flamme de la rumeur. Faut-il en rire ou en pleurer ? Hélas, dans le cas de Mama Africa, les larmes sont la seule consolation contre les morsures du libéralisme sauvage... Mais l'Afrique est-elle «éternellement» la seule à en subir les effets ? Non, les situations se ressemblent, et partout ce sont les pauvres qui paient les pots cassés. En avril 2013 par exemple, plus d'un millier d'ouvriers ont été tués après l'effondrement de Rana Plaza, une usine de textile de huit étages à Dacca, la capitale de Bangladesh. L'indignation mondiale fut à son comble quand la presse a dévoilé les causes de la catastrophe : les ouvriers de Rana Plaza travaillent dans des ateliers aux murs gravement fissurés (destinés en principe pour l'activité commerciale), alors qu'ils vouent leur vie fragile à la fabrication de pantalons et de tee-shirts low cost à un rythme effréné, en échange d'un salaire d'un euro par jour, pour le compte de marques mondiales qui les vendent vingt ou trente fois le prix de production à la jeunesse d'Europe et d'Amérique. Et le grand gagnant dans tout ça ? Sans doute : les multinationales qui sacrifient toute éthique, libéralisme sauvage oblige, au nom

de l'argent-roi ! Et l'argent, comme tout un chacun le sait, n'a pas de cœur ni d'odeur. S'ajoute à ce terrible constat le fait que les autorités de Dacca

sont corrompues et que le patronat local recourt aux services de milices mafieuses pour combattre toute action syndicale au sein de cette filière de textile. Résultat, les vrais coupables de l'hécatombe ont fui leurs responsabilités et l'indemnisation des victimes a traîné, en vain, pendant de longues années. Et n'était-ce l'intervention de plusieurs ONG humanitaires, aucun sou ne leur aurait été versé. Je suis sûr que mes lecteurs ne trouveront aucune différence entre les deux premiers exemples donnés et ces images, pour le moins «choquantes», relayées en boucle par de nombreuses chaînes télévisées, de centaines de sans-abris étendus à même le sol d'un parking public à Las Vegas, en pleine période de confinement à cause de la pandémie de coronavirus ! Le tiers-monde, je vous apprends peut-être une nouvelle chose, n'est pas seulement africain, asiatique, latino-américain, mais aussi européen, américain,... et capitaliste ! Quoique premier pays libéral dans le monde, les Etats-Unis sont, paraît-il, incapables de secourir dignement leurs pauvres «homeless» (leurs tiermondistes si j'ose le mot ici) alors qu'ils ont récemment déboursé 2 billions de dollars pour sauver leur économie en naufrage ! Qui plus est, inondent le marché mondial d'armes les plus sophistiquées !

Un marché florissant dont on récolte chaque jour les amers fruits en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen et partout ailleurs, avec des milliers de morts, de mutilés de guerre, des orphelins, des destructions, sans omettre le casse-tête de la crise des réfugiés. Ironie du sort, les grands oubliés de la mondialisation-laminoir (ses cobayes aussi), qu'ils soient Africains, ouvriers Bangladaï, pauvres américains ou réfugiés syriens, ne sont-ils pas les premiers à se rappeler, aujourd'hui, au bon souvenir de ces apôtres diaboliques du libéralisme ? Décidément, c'est le cas de le dire.

Calendrier des examens nationaux Le ministère de l'Education dément tout changement

Le ministère de l'Education nationale «ne prendra» aucune décision définitive au sujet de la réorganisation et de la répartition des deux trimestres scolaires (en cours et prochain) et du changement du calendrier des examens scolaires nationaux, sans «consulter» les différents partenaires sociaux, à l'image des organisations de parents d'élèves et des syndicats, a indiqué hier un communiqué du ministère.

A ce titre, le ministère «a rejeté en bloc» les «fakenews» relayées par certains médias et

réseaux sociaux en ce qui concerne la réorganisation et la répartition des deux trimestres scolaires (en cours et prochain) et le changement du calendrier des épreuves scolaires nationales, appelant tout un chacun, en ces temps «difficiles et sensibles», à «faire preuve de vigilance, vérifier l'information de sa source officielle, à savoir le site web du ministère et ses deux pages Facebook et Twitter et s'informer périodiquement auprès de ces sources afin d'assurer la véracité de l'information avant de faire

une publication quelconque».

La même source a, par ailleurs, rappelé les engagements du ministre de l'Education nationale dans son message du 04 avril 2020, où il a fait état d'une mouture de plan de contingence en cas de prorogation ou de levée de confinement, à l'effet de trouver les solutions adéquates, notamment en ce qui concerne les examens scolaires, affirmant que son département «ne prendra aucune décision sans l'association des différents partenaires sociaux».

Le coronavirus et la France La double mort des musulmans émigrés

Sofiane M.

Le Conseil des mosquées du département français le Rhône (CMR), qui regroupe une quarantaine de lieux de culte musulmans de la région lyonnaise, a adopté, jeudi 9 avril, en cours une 'fatwa' exceptionnelle autorisant l'inhumation des défunts musulmans, dans des cimetières communaux en France « si aucune place n'est disponible dans les carrés musulmans ou si le rapatriement du corps est impossible durant cette situation sanitaire exceptionnelle ».

« Le Conseil des mosquées du Rhône a réuni ses instances théologiques pour mener une réflexion sur l'adaptation des rituels et des pratiques funéraires, dans l'inhumation des personnes musulmanes qui décèdent en ces temps de pandémie et de confinement. Le département du Rhône dispose, aujourd'hui, d'une dizaine de carrés musulmans dont la majorité est déjà saturée. Ce nombre est « largement insuffisant » pour faire face à la demande grandissante des citoyens de confession musulmane, en cette période de pandémie. Par ailleurs, certains pays musulmans ont suspendu le rapatriement des corps de défunts, depuis la France, ce qui aggrave encore davantage le problème. Devant cette situation inédite où le nombre de décès dans la Communauté musulmane a très fortement augmenté, et après avoir étudié les textes relatifs à l'inhumation, le Conseil théologique des imams du Rhône (CTIR) autorise les familles musulmanes à faire inhumer leurs défunts dans les cimetières communaux en cas d'absence ou de saturation des carrés musulmans. Cette décision qui revêt un caractère provisoire a été prise par le CTIR pour répondre à une situation de nécessité absolue. Elle sera abrogée quand la situation sera redevenue normale », précise le CMR, dans un communiqué rendu public. Le Conseil des mosquées du Rhône rappelle également que la pratique de « la toilette mortuaire rituelle » est

interdite pour les personnes décédées du 'Covid-19', afin d'éviter la propagation du virus. Un décret a, en effet, interdit les toilettes mortuaires en France jusqu'à nouvel ordre. La décision avait reçu le soutien des organisations musulmanes en France. « Le CMR a chargé le CTIR (Conseil théologique des imams du Rhône) de rédiger des notes explicatives détaillées sur les rites funéraires de l'Islam qui se retrouvent bouleversés par l'épreuve du coronavirus. Ces notes seront distribuées à tous les imams du département pour leur donner une meilleure compréhension de la situation exceptionnelle que nous vivons aujourd'hui. Le CMR va saisir les différentes collectivités locales afin de trouver, avec elles, une solution plus appropriée qui permettrait de répondre aux besoins funéraires de la Communauté musulmane de notre département.

Le CMR adresse ses sincères condoléances aux familles endeuillées par la disparition d'un proche et tient à leur apporter un soutien moral, leur permettant de surmonter cette épreuve difficile », conclut le communiqué du CMR. Le porte-parole du CMR et également recteur de la Mosquée de Villeurbanne, Azzedine Gaci, a révélé à la presse que cette fatwa est provisoire. Une fois cette crise sanitaire exceptionnelle passée, « l'exhumation des défunts enterrés dans les cimetières communaux pour les rapatrier dans des pays musulmans ou pour être enterrés dans un carré musulman est possible surtout si le défunt a laissé un testament, qu'il faut respecter (...) » « Si les parents du défunt ont les moyens financiers pour le faire, ils peuvent le faire. S'ils n'ont pas de moyens, ils peuvent aussi laisser le corps à son emplacement », a-t-il affirmé.

L'INHUMATION DANS DES CIMETIÈRES CHRÉTIENS EST INTERDITE PAR L'ISLAM

L'inhumation des musulmans dans des cimetières chrétiens est

interdite par l'Islam, sauf en cas de nécessité absolue. Cette interdiction fait l'unanimité parmi les quatre écoles principales (hanafisme, chaféisme, malikisme et hanbalisme).

Le savant littéraliste, Ibn Hazm, qui a prôné la doctrine « zahirite », partage aussi l'avis des quatre écoles de l'Islam. Cette unanimité des oulémas musulmans se justifie par l'existence d'un Hadith sahih du prophète (QSSSL) insistant sur la séparation entre les sépultures des musulmans et celles des non musulmans. Ce Hadit sahih ayant le plus haut degré dans l'authenticité rapporté dans Sunan Abu Dawud et vérifié par sheykh Al-Albani est la référence principale pour les oulémas musulmans qui interdisent l'inhumation des défunts musulmans dans des cimetières de non musulmans.

Cependant le Comité Permanent des Recherches Scientifiques et de la Délivrance des Fatwas (Al-Iftâ') avait autorisé récemment pour les ressortissants musulmans, résidant dans des pays chrétiens, essentiellement européens, l'inhumation de leurs défunts dans des cimetières des non musulmans en cas de « situation exceptionnelle ».

Une fatwa dans l'Encyclopédie du droit musulman (Mawsou'at al fiqh al Islami), dans son chapitre 21 (page 19) permet aussi l'enterrement des défunts musulmans dans des cimetières chrétiens en cas de nécessité absolue. Il faut toutefois savoir qu'outre le non-respect des rituels musulmans (les tombes doivent être creusées de sorte à ce que les corps des défunts puissent être enterrés en direction de La Mecque), l'inhumation des musulmans dans des cimetières communaux en France est redoutée par les familles des défunts qui ne disposent d'aucun droit sur le terrain commun mis à leur disposition pour accueillir les corps des défunts. En d'autres termes, le terrain peut être repris par la commune pour d'autres inhumations, à l'issue d'un délai de rotation minimum de 5 ans.

Transport du personnel de Sonatrach Une trentaine de vols assurés par Tassili Airlines

La compagnie aérienne, Tassili Airlines (TAL), opérera une trentaine de vols du 11 au 24 avril en cours pour le transport du personnel de Sonatrach de et vers le sud, a indiqué hier le directeur de la communication de Tassili Airlines (TAL), Karim Bahard. « Sur demande de Sonatrach et après obtention d'une autorisation de vol exceptionnelle auprès instances habilitées, nous avons entamé aujourd'hui une opération de rapatriement du personnel de Sonatrach de et vers le sud », a souligné le responsable à l'APS, précisant que cette opération, pour laquelle toute la flotte (15 avions) de TAL a été mobilisée, s'étalera du 11 au 24 avril en cours. Ces vols sont programmés au départ et à l'arrivée à partir de plusieurs aéroports au niveau national, notamment d'Alger, Oran, Annaba, Constantine, Hassi-Messaoud, Adrar, In Amenas, Hassi-R'mel et Rhoude-Nouss, selon M. Bahard. Filiale du Groupe pétro-gazier Sonatrach, TAL avait pour rappel, suspendu ses vols réguliers domestiques depuis le 22 mars, tandis que les vols internationaux ont été annulés depuis le 19 mars, en raison de la suspension du trafic aérien comme mesure préventive contre la propagation du virus Corona (COVID-19).

Immobilisée au niveau de l'Aéroport d'Alger, la flotte de TAL reprend du service avec de « strictes mesures » de prévention contre le COVID-19, notamment la réduction du nombre de passagers jusqu'à la moitié des capacités des

aéronefs lors des vols effectués, a expliqué M. Bahard. « En plus de la distribution de moyens et d'outils de protection contre le COVID-19 (gel hydro-alcoolique, bavettes, gants) sur les passagers, les équipages des avions et le personnel encadrant cette opération, nous avons également réduit au minimum le nombre des passagers à bord de chaque vol comme mesure de distanciation contre la propagation du virus », a assuré la même source. Ainsi, dans le cadre de cette opération, un Bombardier Q 200 d'une capacité de 37 sièges ne transporte que 10 passagers, le Bombardier Q 400 d'une capacité de 74 sièges ne transporte que 20 passagers, tandis qu'un Boeing 737-800 d'une capacité de 155 sièges ne verra que 50 passagers à son bord, a expliqué le responsable.

SONATRACH REPREND SON PROGRAMME DE RELÈVE SUR LES SITES PÉTROLIERS ET GAZIERS

Contacté par l'APS, le directeur de la communication de Sonatrach, Mounir Sakhri, a indiqué que la mobilisation de la flotte de TAL fait suite à la reprise du programme de relève du personnel de Sonatrach au niveau des sites et champs pétroliers et gaziers, soulignant que « ce programme de vol bénéficie d'une autorisation spéciale et est encadré par un

Blida Jeux de cache-cache

Tahar Mansour

En se réveillant le matin, on se demande souvent comment sera faite cette journée, où pourrons-nous aller, que trouverons-nous à acheter. Un coup d'œil à travers la fenêtre nous renseigne sur la situation que nous vivons : très peu de personnes, à peine deux ou trois qui se hâtent pour aller régler leurs affaires, une voiture ou un camion de temps en temps, puis c'est le vide sidéral. Au moment de sortir, il y a cette angoisse insidieuse qui nous prend à la gorge, aucun enfant dehors, très peu de femmes et des hommes qui pressent le pas. Les vendeurs au bord des routes, à l'intérieur des quartiers et aux coins des rues sont légion, ils vendent beaucoup de fruits et légumes entre 10h et midi, mais, au-delà, il n'y a presque plus de clients et nous les voyons remplir leurs caisses et se préparer à rentrer chez eux. La police s'en mêle et harcèle les retardataires afin qu'ils retournent chez eux et respectent les consignes du confinement. Vendredi, en milieu d'après-midi, nombreux sont ceux qui ont été surpris par la pose de grands cubes en béton sur certaines artères des villes afin d'y empêcher la circulation automobile, ajoutant à leur désarroi et leur faisant perdre l'espoir d'une fin proche du confinement. Toujours concernant les automobilistes, la fermeture des stations-service oblige certains d'entre eux à prendre des risques énormes en se faufilant à travers les 'haouchs', jouant à cache-cache avec les gendarmes qui quadrillent la région de manière impeccable, mais il y en a qui réussissent à sortir pour se diriger vers les stations-service qui ne sont pas lointaines pour se ravitailler en carburant. Après avoir fait le plein et respiré un grand bol de liberté, ils reviennent par les mêmes chemins, se faisant aider et guider par des amis pour éviter les patrouilles des gendarmes. Ces personnes ignorent qu'elles ont enfreint, non seulement la loi et la réglementation du confinement mais qu'elles peuvent constituer un danger mortel pour ceux qu'elles rencontrent ou pour l'employé qui leur sert l'essence. En ville, beaucoup de jeunes inconscients jouent aussi à cache-cache avec les services de police, soit en rentrant chez eux, le temps que les patrouilles passent puis ressortent pour discuter ou jouer au ballon dans les cours des cités, soit pour se rendre dans

les champs ou à la forêt pas très lointaine pour s'asseoir et discuter. Certains emmènent leurs enfants en bas âge vers un petit barrage d'eau situé sur les hauteurs de la ville ou vers les rivières, oubliant le grand danger auquel ils les exposent : « c'est pour leur faire respirer l'air pur et leur faire oublier la maison », disent-ils. D'autres, enfin, jouent à cache-cache avec le virus lui-même et font fi de toute précaution, par bravade, par inconscience ou par débilité mentale, mais ils risquent de se faire très mal à eux-mêmes et à leurs parents qu'ils peuvent contaminer. Ces énerguènes ramènent des gobelets de café noir de chez eux, le siroient entre eux, en faisant de grands gestes ostentatoires, comme pour montrer à celui qui les regarde qu'ils n'ont pas peur ou qu'ils ne croient pas à l'existence d'un danger. Le problème c'est que ces actes ne sont pas rares, nous avons été témoins de plusieurs dizaines à travers nombre de régions. Déjà qu'en temps normal se partager une tasse de café peut être dangereux du fait des maladies contagieuses bénignes, mais maintenant c'est plutôt mortel, ces comportements devraient être bannis et une sensibilisation plus forte devrait être menée.

Une autre pratique à risque doit être signalée, celle de la vente du pain dans les épiceries. En effet, nous trouvons du pain de boulanger et du pain fait maison chez nombre d'épiciers, présentés sans aucune protection ni précaution. Nous savons tous que le pain sera consommé tel quel, il ne sera ni lavé ni cuit de nouveau et, s'il porte des virus, ils seront ingurgités en même temps. Le pain est présenté dans des corbeilles faites pour cela mais il est déposé à même le sol, non couvert et les clients choisissent en prenant le pain puis en le remettant à sa place pour en prendre un autre, et ainsi de suite, tous ceux qui viennent en acheter touchent presque tous les pains qui s'y trouvent et peuvent donc facilement y déposer des virus, et autre chose. L'Etat devrait interdire la vente de pain en-dehors des boulangeries afin de préserver la santé de la population en temps normal, mais actuellement cela est devenu très dangereux. Nous souffrons tous de ce confinement qui ne nous permet même pas de bouger ou de rencontrer nos amis ou de faire convenablement notre travail, mais si les règles d'hygiène continuent d'être bafouées de la sorte, nous risquons tous de périr.

Journal de bord d’un Algérien confiné à Paris

Un témoignage de Sid Lakhdar Boumédiène

Je me lève, aujourd’hui, trentième jour de confinement, ou je ne sais plus. (Celle-là, je l’ai piquée à Camus). Vingt-cinq pas entre la chambre et la cuisine, quatre niveaux dans le réfrigérateur. Toujours ce café au lait depuis 64 ans et ses inséparables, deux tartines. On raconte que les prisonniers d’antan connaissaient leur espace réduit mieux que tout autre lieu. Deux minutes trente pour le chargement de Windows 8. Tiens, je vois par la fenêtre trois pots de Camélias sur le balcon de la voisine. Je ne les ai jamais vus, ils sont très beaux. Les jeunes enfants de la résidence se lèvent tôt, les parents les font sortir dans la cour de la résidence. Habituellement calme, il faut bien l’animer par un peu de vie car ce n’est pas naturel, des enfants en confinement. Les chiens aussi ont fait cette demande.

Aujourd’hui, comme tous les jours, revue des mails et correspondance avec les étudiants. Jamais, depuis l’invention du mail, un professeur n’a autant eu de contacts électroniques avec ses étudiants. L’autre jour j’avais reçu un courriel avec un message des plus stupéfiants, comme venu d’une autre planète. « Monsieur, votre page sur Google Drive fonctionne, chaque étudiant de la classe va adjoindre son travail dans un fichier ». Trente ans d’incompétence informatique pour un enfant d’Oran qui a grandi et fait ses premiers déliés de voyelles et de consonnes avec un encrier et une plume Sergent Major, le buvard à côté. Et on me dit que mon Google Drive, produit de dix jours de dur labeur avec les vidéos didactiques sur YouTube, a fonctionné.

Google Drive, une expression barbare pour moi, est enfin maîtrisé.

Les F et les E 6 ou la théorie du 100^{ème} singe

Par Mimi Massiva

Suite et fin

Le règne des reines qui ont dirigé l’Empire anglais fut un cauchemar pour les Anglaises, notamment celui de Victoria. C’est pour cela qu’on s’étonne que les femmes ne votent pas pour des femmes même dans les pays les plus égalitaires. Elles sentent, d’instinct, la magouille et le resserrement des chaînes qui vont avec. On l’a vérifié scientifiquement : le corps a une mémoire indépendamment de la mémoire qu’on connaît. Dans son livre, La difficulté de vivre, Françoise Dolto relate l’histoire d’un petit garçon qui voyait des trous partout jusqu’à se fracasser la tête contre les murs. D’éminents spécialistes se sont penchés sur son cas, en vain. Jusqu’au jour où l’un d’eux eut l’idée de diagnostiquer la mère. Durant la Seconde Guerre mondiale, on a creusé un trou dans la cave pour cacher une fillette de 3-4 ans. Seule rescapée des bombardements, sans séquelles apparentes, elle se maria 20 ans plus tard et accoucha d’un bébé. Il a fallu mettre la génitrice sous hypnose pour la libérer de son amnésie afin de la soigner du traumatisme enfoui dans l’inconscient et guérir le fils. Jadis, les merveilleux aïeux analphabètes affirmaient que la malédiction des parents rejallit sur les enfants…

Passons et reconnaissons que la parité est sans doute la pire des arnaques faites aux femmes. Sous Saddam, l’Irak avait plus de femmes dans son Parlement que la France de Chirac. Saddam, bombardé par l’Oncle Sam, ne trouva comme urgence que de ressusciter les lois de l’honneur. Pour que coule de nouveau le sang de la « sacrifiée » contre la folie de l’Oncle Sam. Pour se débarrasser de Kadhafi, les prétendants au « trône » se sont réunis à Paris pour jurer qu’ils feraient de la Libye un pays laïc. Une fois le dictateur lynché, le pays pulvérisé grâce aux avions de Sarkozy, à l’ombre édenique du Ksar, les signataires retournèrent leurs stylos pour ressusciter la polygamie que le défunt avait interdite. Qui mieux qu’une « femme » peut liquider la femme ? Qui mieux qu’une « femme » peut lécher une main assassine tout en évitant de l’écorcher ? Qui mieux qu’une « femme » peut servir de paravent ? De souffre-douleur ? En Algérie, c’est plus secret, plus surnois. Une Régence conçue pour se remplir avec des mercenaires sans pedigree ; toujours partants après avoir brûlé les traces du crime et obliger la victime à creuser sa tombe et avant de crever, bénir leur bourreau. Bien qu’on soit à la mode avec des ministres femmes, des walis femmes, des députées femmes, des chefs de partis femmes, apparemment. Bien qu’on soit plus apaisé si la Kabylie venait de disparaître.

Qui mieux qu’une « idiote utile » pour y mettre le feu sous l’œil des gourous. Enflammer les réseaux sociaux quitte à souffler sur la flamme par intermittence dans l’espoir de faire jaillir le brasier infernal. Que représente ce coin perdu qui n’a ni gisement d’or, encore moins de pétrole, de gaz conventionnel ou pas ? Seule la mémoire dérangeante de nos ancêtres les Berbères y a trouvé refuge avec une robe et un drapeau qui font peur. On n’y peut rien contre la mémoire inconsciente des corps… Stephens-Davidowitz, ex-employé de Google et auteur de « Tout le monde ment », révèle, lettres et chiffres à l’appui, que les pères américains se soucient, en premier, des capacités du cerveau de leur fils et pour leur fille, de son sex-appeal. Que dire des autres paternels ? C’est pour cela que la parité fait de la femme une plante décorative à qui on laisse pousser des épines quand elle est de service. Des hommes du pouvoir qui n’arrivent pas à s’entendre entre eux ou ont trop peur de s’exposer. Les Allemands, sans chichis, l’admettent : ils n’ont pas trouvé de remplaçant à leur chancelière. Seule capable de venir à la Régence prier la Sainte chaise roulante de reprendre ses milliers de clandestins. Par contre, Macron joue la parité à fond en nom-

mant, pour veiller à la santé des Français, l’épouse au lieu du mari plus concerné par le virus de Wuhan et le vaccin. Un Lévy, investisseur dans l’industrie vaccinale et co-fondateur du labo de Wuhan. Le patron de l’Elysée opte pour la « Sinistre de la Santé » qui démissionne en pleine pandémie pour la mairie de Paris, classe la chloroquine comme produit vénéneux et la fait disparaître des pharmacies. Elle rigole, l’assermentée d’Hippocrate, quand on lui parle de masques, de la dangerosité de l’aluminium et du mercure dans les 12 vaccins obligatoires pour bébé. Comme d’habitude, le plus mauvais choix pour distraire, polémique, pointer du doigt le sexisme qui a toujours bon dos comme le racisme. Aux dernières nouvelles, l’ex-«la Sinistre», comme l’appellent certains journalistes, est nommée pour veiller sur le cancer des Français, infiniment plus rentable qu’une grippe. Bon courage aux médecins qui veulent lui faire un procès pour mise en danger de la vie… Le cancer, c’est connu, il n’a pas besoin de virus pour tuer. La France qui avait le meilleur système de santé, la voilà qui n’a plus rien. Simple cirque sans chapiteau où le clown ne sait ni rire ni pleurer. Non seulement, les hommes de la politique ridiculisent les femmes en choisissant les pires, mais exposent en premier les « idiotes inutiles » à la contamination : « 88% des infirmières sont des infirmières, 90% des caissiers sont des caissières… et 90% du personnel dans les EHPAD (s’occupant de personnes dépendantes, maisons de retraite et autres) sont des femmes » (Maxime Combes, Mediapart 20/03/2020). Chez les Amérindiens (Indiens) et les Asiatiques, issus d’un système millénaire matrilocal, la prudence est de mise par rapport à l’Occident et au « monde arabe ».

C’est pour cela qu’un Freud ne parle pas aux premiers encore moins un Pasteur. C’est intéressant de savoir que le docteur Raoult s’en remet, avec sa chloroquine aux travaux des Chinois qui s’inspirent des Amérindiens : l’écorce d’un arbre sauvage contre le Covid-19. Au moment où l’Homme, convaincu de son immortalité et son droit à l’ingratitude, met le feu aux forêts. C’est l’Afrique, le continent maudit, dont personne ne parle, sauf concernant sa démographie et ses épidémies, qui totalise 70% des incendies de la planète. Dans son livre, les Bâtards de Voltaire paru en 1991, John Saul écrit : « …Tel est l’effet contraignant d’une civilisation qui cherche automatiquement à diviser en recourant à des réponses toutes faites, alors que nous avons désespérément besoin d’unifier l’individu en recourant à des questions ».

Grâce au virus de Wuhan, les questions viennent, enfin ! La foule s’unifie dans l’affolement et les lamentations du temps perdu. Mais à quoi sert le luxe sécurisant d’un Titanic et la magie de son orchestre quand le maudit cargo se greffe aux arêtes de l’iceberg ? Comme d’habitude, l’urgence du dominant ne coïncide pas avec celle du dominé. Pendant que le premier est en train de fabriquer son vaccin, l’autre pleure son mort. Seul bémol, la mondialisation de l’éveil ou du re-souvenir (s’il n’est pas trop tard). Et pour le confinement, que dire de plus qu’un Adam Shamir d’Israël, le 28/03/2020, dans son article, Le corona, la peur et la pauvreté : « Malgré mon âge, la maladie ne me fait pas peur du tout. On ne meurt qu’une seule fois et c’est inévitable. C’est l’interférence des gouvernements à la main lourde qui nous pèse vraiment sur la nuque.

C’est le confinement et non la maladie que je redoute… Cette recommandation de rester à la maison et de bien le prendre peut nous sembler louche ; cet emprisonnement des citoyens est une étape qu’aucun tyran n’avait pu envisager jusque-là. Les autorités nous tiennent comme ils l’ont toujours voulu, par la peur, la recherche du pain restant l’unique activité permise, plus de manifs ni de rassemblements, la distanciation sociale à la place de la solidarité. Le premier mort du coronavirus en Is-

raël, c’est un vieux survivant de l’Holocauste de 88 ans (sans le virus, il aurait été éternel) ; la deuxième victime, c’est une vieille dame qui avait toutes les maladies possibles, couronnées par le corona. La troisième… c’est une nonagénaire. La maladie n’est pas si grave, le remède est bien pire. Une fois le confinement annoncé, 600.000 Israéliens se sont inscrits sur la liste de demandeurs d’emploi, parce que les petites et moyennes entreprises ont renvoyé leurs salariés sans les payer.

Les employés mis à pied pourraient demander Les prêts, à rembourser avec intérêts, une fois l’état d’urgence levé, mais personne ne dit où ils trouveront l’argent pour rembourser… ». On pourrait effacer le mot Israël et le remplacer par celui de l’Algérie, le poids, la précision, l’efficacité et les statistiques en moins. Il ajoute : « La sécurité intérieure (le Shabak) et la sécurité extérieure (le Mossad) ainsi que les forces de police se sont unies pour créer et activer un système futuriste de surveillance totale. Maintenant, ils repèrent et suivent tous les résidents israéliens, tout le temps. Si une personne a la fièvre et qu’elle est considérée comme potentiellement porteuse du virus, le système de surveillance trace toute personne qui ait été en contact avec elle depuis peu, ou soit juste passée à côté et leur fait savoir par texto qu’ils doivent aller en quarantaine pour 15 jours. Désormais, ils pistent tous les déplacements et toutes les rencontres de tous… tout le temps. Les effectifs de la police secrète du monde entier n’avaient jamais eu pareilles capacités magiques, maintenant ça y est.

L’Etat juif est le terrain de test pour le projet de surveillance mondiale totale. Le corona passera, mais la surveillance absolue est en train de s’installer pour toujours, a prédit Yuval Noah Hariri. Seule la peur de la pandémie aurait pu faire que les gens acceptent une chose pareille et que la panique au corona l’a fait ». On se croirait dans le meilleur des mondes. Et comme d’habitude, pour acquérir la méthode des experts israéliens, les dirigeants vont accourir, notamment arabes, qui ne se maintiennent que grâce au pistage et au filage. Heureusement que dans ce domaine, c’est la compétence qu’on redoute le plus : « Les migraines que nous donne le virus, c’est de la petite bière, à côté des conséquences terribles du confinement massif. L’économie réelle va se désintégrer, les travailleurs… vont travailler pour une bouchée de pain quotidien ou mourir. Seuls les financiers vont survivre et prospérer, eux et leurs troupes libérales… Le monde se partage entre ceux qui ont envie de se soumettre au confinement et ceux qui gardent un peu de santé mentale. Les maîtres du discours, les médias libéraux et leurs adeptes sont tous pour le confinement.

Le Gardian et le New York Times prêchent le danger mortel du virus… J’ai essayé de suivre les infos… à la télé ; il n’y avait pas de nouvelles, que de l’hystérie en ligne… ». Et pour cause, c’est le confinement et la ruine pour les pauvres, les précaires, les mi-temps qui sont, le plus souvent, des femmes. Malheur à ceux qui n’habitent pas en Suisse, en Suède, en Russie, au Belarus, au Canada, au Japon et curieusement en Chine et au Maroc. Certains de ces gouvernements distribuent gratuitement de la chloroquine à tout le monde, d’autres aident financièrement les plus démunis, sont à l’écoute de leurs concitoyens, subissent les directives des « maîtres décideurs » en les écorchant ou en passant outre selon leur poids. C’est certain, on n’a pas la même montre… Shamir conclut : « Qui a créé le Covid-19 ? C’est une question intéressante, mais moins importante, désormais. Qui a créé la panique et qui s’en sert pour atteindre ses buts, voilà ce qui est important ». Toute création a un but. Chercher celui qui a créé le virus, on trouve celui qui en profite. On voit que l’auteur est un homme. Une femme aurait trouvé beaucoup plus important le créateur du virus en supposant qu’il soit dissocié du profi-

la raison et la sérénité dans de très longues phases de paix.

Les enfants ont grandi et sont partis depuis longtemps. Le doigt se balade sur la rangée de livres de la petite bibliothèque, il cherche, hésite et se fige en face d’un Marcel Aymé. Une relecture agréable d’Uranus, son chef-d’oeuvre.

C’est que le confinement est la grande chance de la réflexion et du retour à son soi profond, mieux que mille thérapies et quarante séances chez le psy. Surtout à 80 euros la séance, en secteur 2, raison pour laquelle je ne trouve refuge et équilibre que dans les livres, secteur littérature au niveau 1, du centre commercial, la Fnac.

Puis s’écoule la journée, pleine de remises en cause et de réflexions qui bâtissent une personnalité, des convictions et une liberté de l’être humain. Ce virus est la régénération de l’humanité pour qui sait saisir l’occasion. L’attente se fait ressentir à l’approche des 20 heures, lorsque la ville et le pays entier sortent sur le balcon pour applaudir les vrais saints, ceux de la république, soit les personnels soignants. Ce que des dizaines d’années de luttes syndicales n’ont pas obtenu, le virus est en train de le réaliser pour nous faire comprendre que l’investissement dans la santé et la reconnaissance en ces milliers de

Serviteurs, est la marque d’une grande nation.

Quant au rangement de l’armoire qui devait être fait hier et décidé avant-hier, ce sera pour demain. On nous annonce un prolongement du confinement. Mon apprentissage de l’informatique va exploser, la lecture reprendre place dans ma vie même si elle ne l’avait vraiment jamais quittée. Et surtout, avoir en face des yeux la baie d’Alger, celle qui m’a donné le meilleur de ce qu’elle pouvait m’offrir. Le confiné, un homme heureux, finalement.

teur. Génétiquement programmées pour donner la vie, les filles d’Ève font tout pour la protéger et limiter les dégâts pour les survivants. Vont-elles finir par tuer tous ceux qui s’approchent de leurs petits comme les chimpanzés ? Dans le Japon antique, dans une maisonnette où règne une misère extrême, une vieille décide de disparaître pour que ses petits-enfants affamés puissent jouir d’une part supplémentaire. Un soir, elle s’isole avec son fils et lui dit : « Fils, je sens mon heure. Demain avant l’aube, porte-moi sur ton dos jusqu’au sommet de la montagne pour mon Dernier voyage… » Et le fils de répliquer : « Mère, ton heure n’est pas venue puisque tu as encore de solides dents pour manger de la viande ». Le jour suivant, la mamie se munit d’un gros caillou et casse ses dents, obligeant ainsi le fils à s’exécuter… On comprend pourquoi le Japon est le seul pays au monde où des jeunes de plus de 100 ans se lèvent de bon matin pour souhaiter une bonne journée à leurs petits-enfants et arrière-petits-enfants ainsi que ceux des voisins. Et le plus surprenant, c’est que ces derniers avouent en avoir besoin… Les femmes n’ont pas d’ego, mais des névroses. Elles captent les tensions là où les hommes voient du vent, elles ressentent dans leur chair la direction néfaste où se dirige le train mondial. La psychiatrie classe la névrosée comme malade alors qu’elle aurait dû soigner l’ego masculin qui n’a aucune raison d’exister vu le résultat. La religion a mis l’homme au centre, image de Dieu, alors qu’elle aurait dû mettre le couple pour que vive l’enfant. Notamment, quand on voit l’indifférence des femmes envers le pouvoir. Ce sont des hommes qui ont le plus encouragé le vote féminin. Au 19^e siècle, John Stuart Mill, équivalant à notre Bennoune national, affirmait qu’il fallait que les femmes votent. On le traitait de fou. Deux siècles plus tard, la folie s’assume dans l’existence virile d’un Pouvoir mondial cloné à lui-même.

Que faire ? Si le coronavirus nous prête vie, il faut revenir au tirage au sort. Certains pays comme le Canada, les Pays-Bas, l’Islande, l’Irlande… ont déjà tenté l’expérience, bien sûr sans intéresser les médias. Et dire que pour Montesquieu, le fondateur de l’Etat de droit moderne : « Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie ; le suffrage par choix est de celle de l’aristocratie ». Idem pour Rousseau, dans Le Contrat social, en 1762 : « Quand le choix et le sort se trouvent mêlés, le premier doit remplir les places qui demandent des talents propres… l’autre convient à celles où suffisent le bon sens, la justice, l’intégrité… ». 20 ans, à peine, après la publication des œuvres des deux plus grands philosophes des Lumières, « la désignation des gouvernants par le sort s’était comme évanouie. Il n’en fut jamais question pendant la Révolution américaine et la française » (Bernard Manin). On l’a compris, si les Pères fondateurs avaient maintenu le tirage au sort, le règne sans partage d’une poignée d’individus aurait été impossible. Des énergumènes que la majorité des 7,55 milliards d’humains ne connaît ni d’Ève ni d’Adam. Maintenant que la vie humaine est menacée, les femmes ne peuvent que s’impliquer de gré ou de force. Quitte à revenir ou inventer la Djemâa mixte. Et espérer qu’en Algérie, il y aura des « tayabates », épargnées par l’Alzheimer, tirées au sort pour essayer de sauver un peu de ce qui reste de la mémoire primitive et de nos arbres magiques. Tel un Fidel Castro, cerné par le blocus de l’Oncle Sam et l’écroulement de l’URSS, contraincant aux Cubains de se débrouiller avec les recettes ancestrales des grands-mères. Comme un Hirak orphelin qui, d’instinct, met sa confiance en sacrant celles que les décideurs mortifères classent parmi les parias : les vieilles. Forcément les plus dangereuses. L’Inquisition toujours à l’œuvre… Que faire ? Pour Ghislaine Lancôt, l’auteur de La Mafia médicale : « Si le gouvernement nous dit de tourner à droite, il faut tourner à gauche. S’il dit à gauche, tournez à droite. Faites le contraire pour votre salut… » (Personocratia Diesse, Youtube).

Finances islamiques en Algérie : Comment et pourquoi ? Acte III

Par Zerouali Mostefa*

2ème partie

2. Dans la définition, aller plus loin que le simple fait de «percevoir ou de distribuer les intérêts» et détailler les caractéristiques que les pouvoirs souhaiteraient voir inclus dans les produits de la finance islamique sans pour autant déborder sur les aspects relevant de la déontologie du secteur et des normes internationales reconnues. Dans ce cas, je propose de renvoyer la définition à un référentiel international, AAOIFI⁽⁷⁾, par exemple.

Le pays pourrait également choisir une autre entité dont il souhaite s'inspirer comme la Banque Islamique de Développement, l'Organisation de coopération islamique ou une entité référentielle nationale (le haut Conseil Islamique ou la future autorité Shari'iaque Nationale) sans entrer dans les détails techniques qui seront délégués à la référence choisie.

Le principal argument qui milite pour ce choix, c'est de donner une dimension internationale aux perspectives et aux objectifs escomptés par les pouvoirs publics. Pensons bien aux perspectives qui pourraient être explorées pour mobiliser des ressources internationales sensibles à cet aspect dans le financement des investissements publics.

2. ARTICLE 3 : RATIOS PRUDENTIELS DE BÂLE VS RATIOS PRUDENTIELS IFSB (8)

Cet article impose aux banques et établissements financiers qui souhaitent mettre sur le marché des produits de la finance islamique de satisfaire aux ratios et aux règles prudentielles. Ceci suppose donc que les banques et établissements financiers acceptent et valident toutes ces règles prudentielles, y compris celles qui ont trait aux réserves obligatoires et leur mode de rémunération, aux instruments de refinancement et d'assèchement des liquidités bancaires, et bien d'autres règles prudentielles dont la définition est totalement corrélée et associée aux taux d'intérêt usuraire. Ceci serait certainement perçu comme une sorte de contradiction avec la

définition réglementaire ci-dessus des produits de la finance islamique. À mon avis, pour rendre l'article cohérent avec l'esprit de l'éthique islamique, il est nécessaire de spécifier qu'il s'agit des banques classiques qui souhaitent ouvrir des fenêtres de finance islamique. Le cas échéant, il serait intéressant et inclusif d'ouvrir la voie à la définition des modes et instruments de supervision prudentielle des finances islamiques tels que pratiqués dans les institutions internationales. Je profite de cette occasion pour proposer aux autorités monétaires d'examiner les documents fournis par l'industrie bancaire islamique au comité de Bâle afin de proposer des mécanismes et outils de gouvernance systémique et de gestion prudentielle des banques islamiques. Aussi, les expériences de pays tels que le Bahreïn ou la Malaisie, voire Dubaï seraient des exemples intéressants à examiner de près. En effet, à ma connaissance, il y a un travail très sérieux et très cartésien effectué par des équipes totalement dédiées au sein de la Banque Islamique de Développement pour remplacer les instruments conventionnels de politique prudentielle par leurs équivalents élaborés à partir des agrégats des banques et établissements financiers de la finance islamique. Notre régulateur, par le biais de notre qualité de membre fondateur au sein de cette banque, pourrait en bénéficier et en examiner la pertinence et l'utilité pour élaborer ses propres instruments. Ceci aidera à profiter et à une meilleure intégration de notre pays dans les institutions et les circuits multilatéraux de la finance islamique.

ARTICLES 4 À 13: LIBÉRALISER, ENCADRER OU INDEXER, QUEL CHOIX ? SUPERVISION 1.2 (EXTERNE)

La définition des produits par l'article réglementaire est également limitative. Or, beaucoup de produits de la finance islamique n'y sont pas cités ou omis intentionnellement. Ceci tendra à renvoyer les parties concernées par la finan-

ce islamique à une liste, dont le nombre de produits est, par définition, extensible à l'infini. Pourquoi avoir pris la peine de définir des produits sans avoir mentionné quelque part que c'est à titre indicatif ? Et que la liste sera enrichie au fur et à mesure des autorisations délivrées par l'autorité Shari'iaque? À mon avis, il y a lieu d'examiner la possibilité de modifier le contenu pour :

- Soit le régulateur souhaite limiter les produits à cette liste, ce qui est tout à fait légitime. Dans ce cas, il y a lieu de motiver ce choix. Soit, il y a omission d'indiquer que cette liste sera élargie avec les produits qui seront agréés par les autorités monétaires et morales.
- Rectifier les dispositions en indiquant le caractère non exhaustif et extensible de la liste afin de ne pas fermer la porte à l'innovation et la créativité des chercheurs dans le domaine et de ne pas limiter le champ d'action des banques qui y adopteront l'activité.
- Supprimer carrément la liste et les définitions pour renvoyer la balle aux autorités monétaires et morales en indiquant que tous les produits et montages financiers validés et autorisés par ces autorités seront d'office considérés comme faisant partie des produits de la finance islamique.
- Élargir la liste des produits qui peuvent potentiellement être mis sur le marché en prenant en considération les listes des produits constituant un consensus ou la majorité des produits frappés du label islamique.
- Expliquer et motiver le choix du régulateur et les objectifs macro-économiques et financiers de son choix d'avoir «shortlisted» ces produits uniquement. Ces propositions sont motivées par de nombreux arguments factuels et techniques notamment par le fait que les produits sont des outils de différenciation commerciale, qu'ils sont créés et inventés par leurs propriétaires, qu'ils sont évolutifs, progressifs et passibles de changements dans le temps, qu'ils pourraient ne pas répondre à la définition réglementaire, mais tout à fait conforme sur le plan commercial et moral ou même ne répondre que partielle-

ment à ces définitions proposées. Par ailleurs, certains produits importants sont ignorés et ne sont pas cités dans le règlement alors même qu'ils sont déjà commercialisés par certaines banques en Algérie par exemple le crédit de bienfaisance (القرض الحسن), la vente à tempérament (المساومة) le titrisation islamique (التوريق) ou cités dans d'autres textes réglementaires (sukuks, par exemple). Enfin, certains produits dont les autorités auront besoin dans le futur pour lancer des opérations obligataires doivent transiter par le système bancaire islamique ou ses guichets.

ARTICLE 14: AGRÈMENT SPÉCIFIQUE À L'ACTIVITÉ DE FINANCE ISLAMIQUE !

Cet article impose aux guichets et banques islamiques d'obtenir, préalablement à l'introduction de la demande d'autorisation auprès de la Banque d'Algérie pour la mise sur le marché de ses produits de finance islamique, la certification de conformité aux préceptes de la Charî'a, délivrée par l'autorité Shari'iaque Nationale de la Fetwa pour l'industrie de la finance islamique. Si j'ai bien compris, pour cette autorité morale, nous pouvons distinguer les possibilités suivantes :

- Elle existe déjà, en l'occurrence «la commission ministérielle de la Fetwa» instituée au niveau du ministère des Affaires religieuses. Dans ce cas, cela aurait été préférable de la citer nommément afin d'harmoniser les dénominations juridiques des entités et institutions publiques.
- Elle sera créée ultérieurement, notamment au sein et avec la participation de l'autorité monétaire, des services du ministère des Finances, des représentants du métier et des services du ministère

des Affaires religieuses. Dans ce cas, à mon avis, il serait également plus clair d'indiquer les renvois et référentiels qui seront retenus pour l'institution et la mise en place de ladite Autorité Shari'iaque Nationale. Pour une meilleure harmonisation des produits de la finance islamique avec les normes universelles de l'industrie de la finance islamique, je propose de mandater la Commission Bancaire (BA) et le H.C.I (9) pour examiner les modalités et dispositions nécessaires pour la création d'une autorité indépendante, autonome et suffisamment dotée en moyens matériels, humains et financiers.

Elle sera composée de membres ayant une maîtrise reconnue des activités bancaires, du droit musulman notamment des contrats, des finances islamiques et du fonctionnement des organisations internationales de la finance islamique. Aucune relation ni lien direct ou indirect ne doit être entretenu entre ses membres et les banques de la place et toutes les dispositions relatives aux conflits d'intérêts leur seront applicables pour garantir sa neutralité et son sens de l'intérêt public et collectif.

Elle pourrait s'appuyer sur les compétences et expertises techniques et morales des banques, des établissements financiers, des entités et organismes juridiques et judiciaires, ainsi que des institutions et des organisations multilatérales de normalisation des activités et des produits de la finance islamique. Le mandat de cette autorité doit être irrévocable et sa tutelle collégiale entre les trois métiers qu'elle est censée représenter : Finances, Justice et Affaires religieuses.

A suivre...

* Ex-cadre de banque, consultant et conseiller en finance islamique.

Publicité

DECES

Les familles CHAKER, LOUMI, BENAICHA, BENKOUIDER, BOUFAS ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur cher regretté père, grand-père et parent
CHAKER AHMED
survenu le jeudi 09 avril 2020.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis.



AVIS DE DÉCÈS

La famille Ziani a l'immense douleur d'annoncer le décès de son père, frère et oncle
Ziani Miloud
à l'âge de 68 ans des suites d'une longue maladie.
L'enterrement a eu lieu hier samedi 11 avril 2020 au cimetière d'Ain El Beïda.
إنا لله وإنا إليه راجعون



■Vends F3 - 68 m² - 3ème étage - Rénové - Situé au centre d'ORAN (à 20 m du Café CLICHY) - Prix intéressant après visite - Tél : 0791.70.94.98 - 0699.89.42.73

■A louer Appartement grand standing dans une Maison de Maître : 3 Pièces - Cuisine - SDB - entre Protin et Choupot (ORAN) pour couple et un enfant ou sans - Tél : 0661.21.12.31

■Recrutons Couturiers - Couturières - Possédons Machines à coudre - Résidant à : ORAN - MASCARA - TLEMCEEN - SAIDA - NAAMA - Téléphonez au : 0560.47.00.22

■SOLIDARITE - CORONA - Docteur N. LAZOUNI (AUDIO-LEF - SONOBEL) vous offre des masques de protection :
- Si vous avez 60 ans ou plus
- Si vous avez des maladies chroniques (diabète, hypertension...) Téléphonez au : 0560.47.00.28 - 0560.47.00.16 - 0560.47.00.42



تعزية
نشاطركم الأحزان
بوفاة السيد
بن مورسلي
عبد القادر
و ندعو للفقيد
الرحمة ولكم من بعده طول البقاء.
إنا لله و إنا إليه راجعون.
اللهم تجاوز عن سيئاته و زد في حسناته، و أحسن لقاءه و اجعل العمل الصالح رفيقه وأبدله داراً خيراً من داره. إنك سميع مجيب.
من صديق العائلة المخلصين
حمزة خلفاتي

CONDOLEANCES

Le Président-directeur Général,
les membres du Conseil d'Administration et le collectif de la SPA
ORAN-PRESSE «Le Quotidien d'Oran»
présentent leurs sincères condoléances à leur collègue
M. BENBOUA Mohamed
à la suite du décès de son oncle
et l'assurent de leur profonde compassion.

TÉBESSA

Mobilisation, solidarité et prévention

Ali Chabana

La direction des Services agricoles de la wilaya de Tébessa a pris un ensemble de mesures préventives, dès le déclenchement de la pandémie du «Covid-19». Et ce, en coordination avec d'autres secteurs, directement concernés, afin d'assurer la poursuite des activités agricoles de la wilaya, notamment en ce qui est des capacités de production et distribution.

A ce sujet, il a été décidé, la mise en place d'un plan d'action, contre toutes formes de spéculation et ainsi garantir l'approvisionnement du marché local, en produits alimentaires de large consommation.

Pour ce faire, une commission de veille, de contrôle et d'inspection, composée des services de la DSA, du Commerce et des services de la Sécurité, a été mise en place, et dont la mission est l'instauration de mesures draconiennes contre la spéculation et le monopole du marché. Ont été programmées, des sorties sur le terrain et la mise en service d'un numéro

vert (10/20), par les services de la direction du Commerce, permettant aux citoyens de signaler toutes irrégularités observées. Des comptes-rendus journaliers sont transmis au wali et au ministère de tutelle.

Depuis le 22 mars dernier, le bilan fait état de la saisie de produits alimentaires périmés (328 kg de poulets, 90 kg de viande rouge, 20 kg de poissons, 5.790 boîtes de fromage). La DSA a également indiqué avoir participé aux opérations de désinfection des rues et des Administrations, en fournissant 40 pulvérisateurs.

La Coopérative des céréales et des légumes secs a, pour sa part, fourni des tracteurs et des arrosoirs, de 1.000 litres chacun, afin de désinfecter les sièges de la daïra, de la BRI (GN), ainsi la mise à la disposition des associations, du matériel de désinfection.

D'autre part la DSA et conjointement la CCLS ont approvisionné 12 minoteries en blé dur, durant 5 jours, en sus du quota régulier hebdomadaire, soit 17.520 q, afin de renforcer les capacités de produc-

tion et faire face à toute pénurie. La production de semoule a atteint durant la période du 25 mars au 02 avril 2020, la quantité de 22.942 q dont 18.105 q produits par 11 minoteries privées, avec une moyenne de 2.549 q/j.

25.490 familles ont bénéficié, chacune, d'un sac de 10 kg/jour ; outre l'organisation d'une caravane de solidarité, au profit des familles nécessiteuses, menée conjointement, par les secteurs de l'Agriculture et de la Solidarité nationale, ainsi que les dons de bienfaiteurs, fellahs et éleveurs. Cinquante familles de la région de Dyr, dans la commune frontalière d'Ain Zerga ont été ainsi approvisionnées en denrées alimentaires.

Une autre opération de solidarité a concerné l'envoi de 100 q de pomme de terre et 15 q de légumes, à la wilaya de Blida. Par ailleurs, les Services vétérinaires de la DSA comptent poursuivre la campagne de vaccination des bovins et ovins ainsi que l'approvisionnement des agriculteurs et éleveurs en éléments de production.

ANNABA

Prochain lancement des tests de dépistage du «Covid-19» au Laboratoire du CHU

Le test de dépistage du coronavirus sera effectué, à partir de jeudi prochain, au Laboratoire régional des analyses du Centre hospitalier universitaire CHU-Annaba, a indiqué vendredi, le directeur local de la Santé et de la Population, Abdenacer Daâmeche. «L'équipe du Laboratoire et le matériel nécessaire au dépistage du «Covid-19» sont déjà réception-

nés», a précisé à l'APS le même responsable, ajoutant «qu'un spécialiste de l'Institut Pasteur d'Alger est attendu, à Annaba, au début de la semaine prochaine, pour assurer une formation à l'équipe du Laboratoire régional qui devra procéder au dépistage du coronavirus». Selon le même responsable, la démarche a été entreprise par la direction locale de la

Santé après l'aval obtenu du ministère de tutelle.

L'initiative permettra la prise en charge des besoins de diagnostics des cas suspects d'infection par le «Covid-19» à Annaba et conforte les efforts déployés pour contrôler les différents indicateurs liés à la pandémie de Corona, ceux des délais de diagnostic notamment, a conclu M. Daâmeche.

M'SILA

Non respect du confinement, 96 interpellations et 21 véhicules mis en fourrière

Merzougui Mohamed

Dans le cadre de l'application de l'instruction n° 744 du 07 avril 2020, émanant du wali de M'sila, relative aux mesures de confinement de 19 h à 7h du matin, certains jeunes et moins jeunes bravant l'interdit, semblent ignorer l'importance des mesures du durcissement, mises en œuvre pour éviter la propagation de la pandémie du coronavirus et continuent à se pavaner dans les rues et ruelles des agglomérations et ce, malgré la sensibilisation faite par les services de sécurité et la société civile. En effet pour faire respecter les consignes du confinement obligatoire, les services de la Sûreté de wilaya et de daïra, ont arrêté, jeudi passé, 96 personnes récalcitrantes et mis en fourrière 21 véhicules, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.



A noter que le bilan sanitaire officiel du «Covid-19» de la wilaya de M'sila, jusqu'au 9 avril 2020, fait état de 4 personnes atteintes par

le coronavirus confirmées, 4 décès et 8 cas suspects dont 6 enregistrés négatifs, en attendant le reste des résultats de l'Institut Pasteur.

AÏN DEFLA

Criminalité: plus de 330 affaires traitées, durant le mois de mars

Au total 336 affaires criminelles impliquant 258 personnes dont 38 placées en détention provisoire, ont été traitées par les services de sécurité d'Aïn Defla, durant le mois de mars dernier, a-t-on appris vendredi, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les crimes et délits contre les biens privés arrivent en tête des affaires traitées (154), suivis des cri-

mes et délits contre les personnes (126), les crimes et délits contre les biens publics (14), les us et coutumes (11), la cybercriminalité (6) et 5 affaires ayant un cachet économique et financier, a-t-on détaillé de même source, faisant état de l'implication de 232 personnes dont 26 ont été placées en détention préventive. S'agissant du volet lié à la lutte contre la consommation et le

trafic de drogue et de psychotropes, les mêmes services ont procédé, durant la même période, au traitement de 20 affaires lesquelles se sont soldées par la saisie de 36 g de kif traité et 509 unités de psychotropes, a-t-on encore précisé, relevant que des 26 personnes impliquées dans ces affaires, près de la moitié (14) ont été placées en détention provisoire.

BOUIRA

Des descentes et des arrestations

Farid Haddouche

Dans le cadre de la lutte contre toute forme de criminalité, les services de sûreté de wilaya de Bouira ont effectué 494 descentes de police en espace d'un mois. Ces descentes ont ciblé les quartiers résidentiels, les places publiques, les marchés, les gares routière et ferroviaire. Des moyens humains et matériels ont été mobilisés. Ces opérations policières ont abouti au contrôle de 3.128 personnes et 56 personnes ont été déférées devant les autorités judiciaires, pour leur implication dans plusieurs affaires, dont 21 pour détention de kif et des psychotropes et autres pour port d'armes blanches prohibées.

Par ailleurs, au cours de ces descentes de police, 2 personnes recherchées et déjà condamnées, ont été arrêtées et présentées devant les autorités judiciaires compétentes. Au cours de ces descentes, 4.393 véhicules ont été également contrôlés. Le chef de la Sûreté de wilaya, le commissaire Kamel Ben Amirouche affirmera ; « Par ces opérations de police, nous luttons contre tous les faits néfastes qui affectent les conditions de vie et portent atteinte au confort des citoyens, et constituent un préjudice pour les personnes et leurs biens. Nous veillons à ce que les lois et règlements soient appliqués aux contrevenants, afin de mettre fin à toutes formes de criminalité dans la wilaya. »

Explosion de gaz : un brûlé au second degré

Farid Haddouche

Les éléments de la Protection civile de l'unité secondaire de la commune de Bir Ghablou, située à une quarantaine de kilomètres, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, sont intervenus suite à l'explosion d'une bouteille de gaz butane qui s'est produite dans la ferme agricole «Rabah Dermouche».

L'explosion a eu lieu dans l'une des pièces de la maison de la ferme, provoquant des brûlures au 2^{ème} degré à un occupant de la maison, âgé de 21 ans, l'effondrement de la toiture de la chambre en question et des dégâts matériels.

Le blessé a été évacué par les éléments de la Protection civile à la polyclinique de la ville de Bir Ghablou.

Retrouvé mort dans son domicile

Les éléments de la Protection civile du centre avancé des «140 logements», sont intervenus au hameau Sidi Ziane, situé dans la partie-ouest de la ville de Bouira, pour évacuer la dépouille d'un citoyen répondant aux initiales B.O, âgé de 59 ans. La victime a été retrouvée morte dans son domicile, allongée sur son lit. Selon la protec-

tion civile, la victime qui serait originaire de la wilaya d'Oran, n'avait pas donné signe de vie depuis 3 jours. Son corps a été déposé à la morgue du Centre hospitalier Mohamed Boudiaf. Les éléments de la gendarmerie qui étaient sur les lieux ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances exactes de son décès. F. H.

LAKHDARIA

«Covid-19» : un mort et 46 personnes en isolement

Farid Haddouche

Les autorités civiles et sanitaires locales de la commune de Lakhdaria, située à 45 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, ont entamé des procédures de mise en quarantaine à domicile, de 46 personnes qui ont été en contact avec une personne infectée par le virus «Covid-19» et qui vient de décéder.

La direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya de Bouira, a recommandé aux autorités locales de la municipalité de Lakhdaria, de prendre toutes les mesures de précaution strictes afin de limiter la propagation de la pandémie, après que la personne décédée ait été confirmée infectée par le virus Corona. La victime est un citoyen, âgé de 41 ans, et selon nos informations, présentait des prédispositions à l'affection, étant donné qu'il

était asthmatique et souffrait de problèmes respiratoires depuis longtemps. Lorsque son état de santé s'est détérioré, il a été admis à l'hôpital de Lakhdaria, avant d'être transféré au Centre hospitalier «Mohamed Boudiaf» de Bouira où il a rendu l'âme. Son cas s'étant gravement détérioré. La victime était également en contact avec des membres de sa famille et des proches. Pour le moment le lieu où sont placées les 46 personnes suspectes, n'est pas révélé mais tout porte à croire qu'elles seront évacuées au pavillon de confinement de l'hôpital «Mohamed Boudiaf» de Bouira, aménagé à cet effet, et disposant de toutes les commodités médicales.

Cependant 6 personnes sur les 13, infectées par le virus, dans la wilaya de Bouira, sont complètement rétablies et ont quitté le pavillon d'isolement.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

18 chaâbane 1441

El Fedjr 04h47	Dohr 12h49	Assar 16h29	Maghreb 19h24	Icha 20h46
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Rétablis du coronavirus 28 personnes quittent le service des maladies infectieuses du CHUO

J. Boukraa

Pas moins de vingt-trois patients infectés par le nouveau coronavirus sont sortis vendredi de l'hôpital à Oran après leur rétablissement. Ces patients, dont un octogénaire souffrant d'une maladie chronique, étaient pris en charge par l'équipe médicale du service des maladies infectieuses du Centre hospitalier universitaire d'Oran (CHUO). Un total de 28 patients qui se sont rétablis de la pneumonie causée par le nouveau coronavirus ont pu quitter cet hôpital, selon le bilan établi, a indiqué un communiqué de presse publié par la cellule de communication, vendredi en début de soirée, sur la page facebook officielle du CHUO. Selon le même communiqué, 23 patients ont quitté l'hôpital vendredi et les cinq autres ont été libérés la semaine passée, après leur guérison.

D'autres personnes guéries (tous les symptômes ont disparu) seront dépistées une autre fois avant d'être libérées dans les prochains jours. Au niveau du CHUO, le nouveau protocole de traitement avec de la chloroquine a été lancé il y a une quinzaine de



jours, suite aux instructions du ministère de la Santé. Le service continue à traiter les cas porteurs de Covid-19 avec de la chloroquine, surtout que des résultats encourageants et satisfaisants apparaissent des les premiers jours du traitement pour la plupart des cas. Notons dans ce cadre que le service de pneumologie de l'Etablissement hospitalier universitaire

1^{er}-Novembre a enregistré, jeudi, ses premiers cas de guérison du Covid-19, soit 4 patients dont 01 sous traitement spécifique, a indiqué le Pr Lelou, chef de service de pneumologie de l'EHU sur sa page facebook. A Oran, 105 cas confirmés d'infection du nouveau coronavirus et 8 décès ont été enregistrés depuis l'apparition de la maladie.

Diminution des stocks des hôpitaux

Les donneurs de sang de plus en plus rares

Oran comme dans les autres wilayas du pays, les dons du sang font cruellement défaut et les structures hospitalières éprouvent des difficultés à constituer des stocks de produits sanguins pour satisfaire les besoins. Certains pensent que le don du sang peut nuire à leur santé, notamment en cette période de la pandémie du coronavirus. Cette situation a fait que le stock des hôpitaux a connu une diminution, surtout que les donneurs de sang se font rares ces derniers jours. Se procurer une poche de sang est devenu un véritable parcours du combattant. C'est le

drame pour les parents et la famille du malade. Le prolongement des horaires du confinement partiel dans de nombreuses wilayas du pays est également parmi les causes de cette baisse. Face à la diminution inquiétante des stocks, les centres de transfusion sanguine invitent les âmes charitables à se déplacer aux centres pour perpétuer ce geste vital, car il n'existe pas aujourd'hui de produit capable de se substituer au sang humain. Les accidentés de la route, les patients souffrant de maladies graves (leucémie, cancer...), les hémophiles et les nourrissons qui naissent avec un sang

incompatible sont directement concernés par ce geste humanitaire. Leur vie en dépend. En s'adressant au centre de transfusion sanguine le plus proche, on peut offrir un peu de son sang et sauver des vies. Le centre de transfusion sanguine accueille des donneurs dans les conditions et les normes les plus strictes. Des recommandations et plusieurs directives ont été établies et transmises à l'ensemble des structures de transfusion sanguine pour la protection des donneurs, des malades et des professionnels de la santé contre tout risque de contamination.

J. Boukraa

Lutte contre le coronavirus

5 auberges mises à la disposition des services sanitaires

Pas moins de cinq auberges de jeunes d'une capacité totale de 475 lits à Oran ont été mises à la disposition des autorités locales et sanitaires, par la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) pour faire face à la pandémie du coronavirus, propagée dans le monde entier, a-t-on appris lundi auprès de cet organisme. Les cinq auberges en question sont implantées dans différentes communes de la capitale de l'Ouest, a précisé à l'APS le premier responsable

de la DJS, Hadji Bahi Chibani. Il a fait savoir que les équipements en question, qui ont fait récemment l'objet d'une vaste opération de désinfection et de nettoyage, sont prêts pour être éventuellement utilisés dans le cadre de la lutte contre la propagation de coronavirus. Outre ces auberges, la DJS d'Oran est prête également à contribuer dans cette lutte par ses neuf salles omnisports qui ont été à leur tour bien nettoyées et désinfectées, a encore souligné le même responsable. A

l'instar de la quasi-totalité des wilayas du pays, Oran n'a pas été épargnée par la pandémie. Le dernier bilan publié dimanche soir par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière fait état de 74 cas positifs, dont trois décès, enregistrés à Oran. Les patients atteints de la pandémie sont pris en charge jusque-là au niveau du Centre hospitalier universitaire (CHU) ainsi que l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) 1^{er}-Novembre, rappelle-t-on.

Après la levée de toutes les contraintes

Nette amélioration de la cadence des travaux du nouveau stade

La levée de toutes les contraintes financières et techniques a permis d'accélérer la cadence des travaux au niveau des chantiers du nouveau stade d'Oran de 40.000 places, a indiqué la direction locale des équipements publics (DEP), le maître d'ouvrage de cette infrastructure. La même source a également noté «avec satisfaction» la bonne marche de l'opération de la semence de la pelouse naturelle, dernière étape dans la réalisation de ce stade relevant du complexe sportif en cours de construction dans la commune de Bir El Djir (est d'Oran). La DEP d'Oran a mis en relief les «techniques ultramodernes utilisées dans la réalisation de la pelouse qui commence à pousser d'une manière très satisfaisante», assurant d'ores et déjà que ce stade «sera l'un des meilleurs en Algérie».

Lancés en 2010, les chantiers du complexe sportif de Bir El Djir, qui comporte, outre le stade de football, un stade d'athlétisme (4.000 places), une salle omnisports (6.000 places) et un centre nautique composé de trois piscines, dont deux olympiques, en plus d'autres équipements sportifs et administratifs, ont connu plusieurs arrêts pour des raisons financières et techniques. Néanmoins, l'attribution à la capitale de l'Ouest l'organisation de la 19^e édition des Jeux méditerranéens, prévus pour l'été 2021 avant qu'ils ne soient reportés à l'année suivante, a incité les pouvoirs publics à consentir d'énormes efforts financiers, en particulier pour relancer cet important projet qui devrait être livré dans sa totalité avant la fin de l'année en cours, selon les engagements de la société chinoise (MCC) chargée de sa réalisation.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Touati Abderrahmane, 74 ans, Gambetta
Benalia Hadjer, 3 jours, Haï Bouâmama
Haoouaya Islam, 20 jours
Bouhada Sofiane, 1 heure, Chteïbo

Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 chaâbane 1441

El Fedjr 05h06	Dohr 13h04	Assar 16h44	Maghreb 19h39	Icha 21h00



Activités informelles, emplois précaires suspendus par le confinement Dure double épreuve pour les familles démunies d'Aïn El Turck

Rachid Boutlelis

Les morbides conditions de vie frisant l'opprobre auxquelles sont cruellement confrontées les familles issues de couches défavorisées de la contrée d'Aïn El Turck et qui subsistaient grâce au misérable salaire que rapporte l'emploi précaire, ont fait basculer ces dernières dans l'inconcevable, l'immoral et l'ignominie en cette quatrième semaine du confinement. « En raclant tous mes tiroirs, j'ai constaté avec effroi que mes maigres économies ont été épuisées. Comment faire maintenant pour nourrir ma famille ? Je ne dispose d'aucune rente depuis le début du confinement », a postillonné sous l'effet de la colère un quinquagénaire, employé dans un fast-food du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck, avant de renchérir : « J'étais déjà au bord du gouffre et maintenant j'y ai plongé avec cette crise sanitaire, qui a entraîné la fermeture des établissements de commerce et l'arrêt de nombreuses autres activités ». D'autres témoignages beaucoup plus bouleversants ont été recueillis par Le Quotidien d'Oran. « Nous tentons difficilement d'affronter les impacts négatifs de cette crise avec la maigre pension de retraite de mon époux. Je l'aidai à subvenir aux besoins de notre famille en exerçant le métier de couturière dans un atelier. La patronne a fermé sa boutique sans crier gare dès le premier jour du confinement. Elle s'est confinée dans le luxe de sa résidence, en s'inscrivant aux abonnés absents, sans se soucier du sort de ses employées, abandonnées sans salaire », a regretté avec une pointe de dépit une mère de famille. Un ridicule outrancier. Tous

jours est-il qu'un mélange de sarcasme, d'inquiétude et d'expectative était perceptible chez ces familles, mal-logées dans leur grande majorité, qui subsistent grâce à une pauvre rémunération, rapportée par des activités informelles et/ou des emplois précaires, non déclarés et n'ayant évidemment pas de couverture sociale. L'impact indésirable réside dans le manque à gagner chez ces gens. Le cas éloquent d'un autre père de famille demeurant dans un appartement sous-loué, d'une cité de logements sociaux, dans la municipalité d'Aïn El Turck. Chauffeur d'un véhicule de transport public privé, notre interlocuteur avait du mal à contenir son exaspération : « Je ne me soucie nullement de la disponibilité ou pas de la semoule, ce qui me préoccupe plutôt est si je serai en mesure de payer mon loyer. Je redoute aussi encore plus d'être prié de quitter les lieux ».

Notons aussi, dans cette optique, que l'inquiétude commence à gagner également les salariés des établissements culinaires notamment, installés dans cette partie de la wilaya d'Oran en cette veille du mois sacré. « C'est un véritable dilemme pour certains restaurateurs, qui eux-mêmes louent leur local et ayant déjà donné un congé payé à leur personnel. Il leur sera difficile, au vu de l'insuffisance de leurs moyens de trésorerie, de payer encore leurs salariés durant le mois de carême, période de fermeture de ces établissements. Ce n'est pas par inadvertance qu'ils ont déjà posé leur doigt sur le bouton rouge actionnant la sonnette d'alarme », a fait remarquer le propriétaire d'un restaurant de ladite municipalité.

Trois commissions mixtes pour le recouvrement des loyers Un manque à gagner de 80 milliards de centimes à Arzew

K. Assia

Dans le cadre du recouvrement des loyers impayés, des commissions mixtes regroupant les services du patrimoine et biens de la commune d'Arzew, le service contentieux et également celui de l'hygiène et des routes relevant de la même collectivité ont été installés ces derniers mois par l'APC d'Arzew. Celles-ci travaillent en étroite collaboration avec un huissier de justice et ont pour mission le recouvrement des loyers impayés des locaux commerciaux et les logements, toutes formules confondues, et relevant de la propriété de la commune d'Arzew et dont le manque à gagner s'élève à 80 milliards de centimes. Une situation pénalisante pour les élus locaux puisque ces loyers n'ont pas été versés depuis dix ans, ce qui a contraint les responsables à prendre le taureau par les cornes à travers une vaste campagne qui sera lancée à travers toute la ville. A vrai dire, ce manque à gagner déstabilise le programme de développement de la commune qui a besoin plus que jamais d'un budget équilibré afin de faire face aux besoins d'une population à la démographie galopante et en quête d'un meilleur cadre de vie. Dans ce registre, une stratégie de travail a été mise en place par l'équipe communale avec pour objectif adopter plus de rigueur dans le recouvrement des taxes et loyers des biens communaux. L'opération

vient en application des directives données par le ministère de l'Intérieur sommant les collectivités locales à créer la richesse et à renflouer leurs caisses, indique-t-on. Parallèlement à cela, une révision du prix du loyer d'habitations et de villas et dont les loyers sont jugés très dérisoires sera également opérée, crise financière oblige. Il s'agit d'habitations louées le plus souvent à des entreprises et dont les loyers n'ont pas été revus depuis 20 ans. Par ailleurs, la gestion du patrimoine et la perception des taxes de location des biens des communes de la wilaya d'Oran constituent toujours un véritable casse-tête pour les gestionnaires locaux. Selon des sources proches de la wilaya d'Oran, la majeure partie des communes de la wilaya accusent un grand retard en matière de perception des taxes, le montant des taxes non perçues au niveau des 26 communes dépassant les trois milliards DA. Pourtant, une grande partie des communes de la wilaya se plaignent d'un manque latent de moyens financiers. Les communes de la daïra d'Es-Sénia et la commune d'Oran, ainsi que les communes de la daïra d'Aïn El Turck arrivent en premier en matière de non-perception des taxes. A Oran, le P/APC, M. Boukhatem, a pris des dispositions pour inciter les services chargés de la perception des taxes de location des biens communaux à mettre tous les moyens afin d'assainir la situation.

TLEMCEM

Le confinement partiel et son effet contraire !

Khaled Boumediene

Les dernières mesures de confinement partiel (15 heures à 7 heures du matin) de la population pour faire face à la propagation du Coronavirus semblent avoir provoqué un effet contraire en matière de précautions prises. En effet, si les règles de confinement sont respectées par la population, la tentation est en revanche beaucoup grande pour certains de prendre l'air en multipliant les motifs de leur sortie. Alors que le coronavirus se propage de plus en plus rapidement et le bilan des victimes ne cesse de s'alourdir, des foules et des rassemblements se forment, la matinée, dans les marchés informels de fruits et de légumes, les voies publiques et sur certaines places des villes de la wilaya. Par tout c'est la cohue générale !

La majorité des personnes des deux sexes déambulent et se ruent, tous les matins, en groupe ou en solitaire pour s'approvisionner en fruits, légumes et d'autres produits alimentaires de première nécessité, sans porter de masques de protection ni observer les règles de distanciation qui sont recommandées. Cette situation inquiétante constitue, il faut le dire, un réel risque de contamination et irrite de nombreux citoyens qui craignent le pire et de possibles catastrophes sanitaires pour les habitants, comme l'explique Wahid Belarbi, un ancien commerçant du centre-ville de Tlemcen abasourdi par la ville bondée. « Il y a trop de monde en ville ! Là où tu vas il y a plein de monde, surtout devant les étals de fruits et légumes, dans les boucheries, les boulangeries et autres magasins de vente de lait et d'alimentation générale, surtout la matinée entre 11 heures et 14 heures où l'on voit le plus de monde.

Ce qui m'étonne encore le plus c'est que l'affluence est aujourd'hui équivalente à celle d'un jour normal. Pourtant avant le confinement il n'y avait pas de précipitation et tout ce regain d'animation dans la ville. Je pense que les gens ont cédé à la peur et croient qu'ils n'ont pas assez de temps pour s'approvisionner en produits alimentaires alors que les autorités locales les ont rassurés pour ne pas prendre d'assaut les étals des magasins ou se bousculer pour acquérir préventivement de grandes quantités de produits de consommation et de médicaments à cause de la propagation du coronavirus ». Sur Facebook, de nombreux concitoyens s'alarment également sur cette évolution déplorable.

Des photos circulent sur les réseaux sociaux montrant des rues et des marchés de fruits et de légumes bondés de foules et qui ne correspondent guère aux règles sa-



nitaires. Par ailleurs, certains boucheries et magasins sont complètement vidés de leurs produits. « Il ne me reste plus de viande, j'ai tout vendu ! Je pense que cette frénésie d'achat fait suite au confinement de la population, qui se déroule de 15 heures à 7 heures. Les gens pensent qu'ils sont libres de sortir faire leurs achats avant 15 heures », indique pour sa part Gemel Brahimi, un boucher de Zenata, qui confirme que le rythme d'achats de produits de consommation s'est amplifié depuis l'annonce de la mesure de confinement dans la wilaya de Tlemcen. Pour sa part, Djallal Baroudi, un investisseur de Tlemcen, souligne : « j'ai remarqué que beaucoup de personnes ne se sentent pas concernées par le risque du virus de corona qui menace la santé de tous les citoyens et citoyennes. Ces personnes aux comportements inciviques ou irresponsables prennent un risque pour eux et pour les autres. Le citoyen doit savoir que certains lieux publics sont un foyer et un vecteur de propagation du Covid-19 et de contamination. Il doit donc éviter les rassemblements chez les commerçants et ne pas sortir plusieurs fois par jour sauf en cas de nécessité, comme par exemple, les déplacements pour raisons profession-

nelles impératives, achats de première nécessité dans les établissements autorisés, motifs de santé, déplacement pour motif familial impérieux, déplacements brefs à proximité de son domicile liés à l'activité physique individuelle ». Ce message est aussi porté par un professeur de médecine de l'hôpital de Tlemcen qui met en garde : « Le Covid-19 est un réel danger ! Je demande donc aux concitoyens d'être vigilants, de se protéger et se confiner ni plus ni moins si l'on veut éviter la propagation de ce virus qui se transmet principalement de personne à personne.

Une première et sage précaution consiste à se tenir à distance, de l'ordre d'un mètre de son interlocuteur, tout particulièrement en cas de toux et d'éternuements... Ainsi, les contacts physiques doivent être bannis, du moins temporairement. Il faut évidemment que les concitoyens respectent les recommandations qui leur sont formulées par les médecins et les médias. Je veux que les gens prennent conscience du mal que fait cette maladie, ils doivent rester chez eux! ».

Des mots forts avec lesquels il veut éveiller les consciences et rappeler que le confinement est primordial face à ce « virus coriace ».

Une unité de réanimation et un laboratoire de dépistage en renfort

Khaled Boumediene

La prise en charge des patients positifs au coronavirus est constamment revue à Tlemcen. Au début de la crise sanitaire, les personnes atteintes de Covid-19 arrivant à l'hôpital « Tidjani Damerdj » de Tlemcen étaient transférés au centre de référence Covid-19 de l'EPH de Remchi « mais ils n'ont plus de place », témoigne le professeur Chakib Abi-Ayed, chef du service de chirurgie « A » et de transplantation rénale du centre hospitalo-universitaire (CHU). Pour faire face à l'afflux des patients, « une unité palliative dédiée au Covid-19 a été ensuite ouverte au bloc 470 du CHU et les services de traumatologie, de dermatologie et de neurologie ont été transformés en salle de réanimation », précise-t-il. Jeudi dernier, c'est encore une autre unité de réanimation Covid-19 qui a été désormais ouverte au service de chirurgie « A » pour répondre à l'augmentation de cas de coronavirus dans la wilaya. Selon notre interlocuteur, cette nouvelle unité de réanimation de 16 lits pourra être déployée dans les autres services de l'infectieux, de pneumologie et de médecine

interne pour répondre au pic éventuel de l'épidémie du Covid-19. « Cette unité de réanimation dirigée par le Dr. Noureddine Betahar répond parfaitement aux normes et commodités exigées.

Elle est dotée de 10 respirateurs mécaniques pour les patients présentant de graves symptômes de l'infection, de seringues électriques et de moniteurs de surveillance du service de chirurgie « A » ainsi d'un nouveau matériel acquis auprès de la direction de la santé.

Les malades de notre service de chirurgie « A » ont été transférés au service d'ophtalmologie qui avoisine celui de chirurgie « B », poursuit le Pr. Abi-Ayed. Il faut souligner dans ce contexte que la question d'un éventuel manque de respirateurs pour soigner les patients les plus critiques atteints par le coronavirus se fait de plus en plus pressante au CHU de Tlemcen qui fait face à l'épidémie de coronavirus.

Cette préoccupation occupe les esprits de plusieurs médecins spécialistes, infirmiers et aides-soignants et responsables de la santé de la wilaya de Tlemcen. Il y a lieu de noter également que le Croissant Rouge Algérien de Tlemcen a fait don d'un res-

pirateur au CHU de Tlemcen pour aider les patients positifs se retrouvant dans l'unité de réanimation à survivre, puis à se rétablir. « Cet enjeu des respirateurs est donc devenu l'une des clés dans la lutte contre le Covid-19 et des initiatives se multiplient pour tenter de les rendre plus disponibles », relève Abdelillah Benachenhou, président du CRA de Tlemcen, qui ajoute que « le CRA a mobilisé tous ses volontaires pour aider les familles démunies des localités rurales et isolées, en produits alimentaires de première nécessité, produits d'hygiène et détergents, et pour sensibiliser et inciter les concitoyens à respecter les mesures de confinement et appliquer les gestes barrières contre la propagation de Covid-19 ».

Par ailleurs, un nouveau laboratoire de biologie moléculaire (Rt-PCR) de dépistage et diagnostic du Covid-19 a été récemment installé à la faculté de médecine « Benaouda Benzerdjeb ». Ce laboratoire de recherche innovante de haut niveau dédié aux examens de tests de coronavirus est dirigé par les médecins manipulateurs Amara Bousselham, Omar Douahi, Fatima Yellès et Sofia Seladj.

TIARET

Covid-19 : inquiétudes après de nouveaux cas

El-Houari Dilmi

La wilaya placée sous confinement partiel de 19 heures à 7 heures du matin depuis dimanche dernier à l'instar d'autres régions du pays, la cellule de crise instituée au niveau du cabinet du wali a pris une nouvelle série de mesures dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19.

En effet, si Tiaret n'a enregistré qu'un seul cas mortel de coronavirus dans la localité de Dahmouni jusqu'au 5 avril, la peur a augmenté d'un cran lorsque l'on saura que six autres personnes ont été hospitalisées dont quatre testées positives.

Et même si vigilance reste de mise à travers tout le territoire de la wilaya, il faut dire que tout le monde n'a pas encore pris conscience du danger qui pèse sur leurs vies, semant un sentiment d'inquiétude chez une bonne partie de la population. Jeudi soir, à quelques instants de l'entrée en vigueur du couvre-feu, des véhicules de la gendarmerie et de la police sillonnaient plusieurs quartiers de la ville, appelant les retardataires à rentrer chez eux.

Des véhicules et des motocyclettes ont été saisis et mis en fourrière. Un arrêté, pris par le wali mardi, menace d'une amende de 3.000 à 6.000 dinars et un emprisonnement de 3 jours pour tout individu pris en violation du couvre-feu ou du confinement à domicile. Des peines de prison et des amendes financières sont également prévues pour les commerçants qui ne respectent les horaires d'ouverture et les automobilistes, motocycliste ou tout engin roulant qui enfreignent le couvre-feu, instauré de 19 heures à 7 heures du matin. Certains commerces restent toujours fermés, ouvrant la voie à une envolée des prix de certains produits, à l'exemple des cigarettes presque introuvables, ou les journaux qui ont disparu des étals des buralistes depuis plus de dix jours.

Un module, placé sous la supervision de l'inspecteur général de la wilaya, a été créé pour gérer les dons et les opérations de solidarité au profit des familles démunies aux quatre coins de la wilaya en collaboration avec les comités de quartiers et de villages, y compris au profit des travailleurs journaliers qui se retrouvent sans ressources du jour au lendemain.

Une autre opération de solidarité touchera quelque 70.000 familles démunies à l'occasion du mois de Ramadhan, prévu dans une quinzaine de jours. Une aide financière d'un montant de 6.000 dinars sera versée directement dans les comptes CCP des familles concernées, selon le directeur de l'Action sociale.

MASCARA

L'Algérienne des eaux rassure

Belkecir Mohamed

Pour parer à toute éventualité, l'Algérienne des eaux a pris des dispositions spéciales pour la disponibilité de l'eau en qualité et en quantité. En cas d'arrêt d'un des systèmes de production des eaux souterraines ou bien de l'eau de mer dessalée, il sera recouru à un dispositif de secours d'alimentation. Concernant les incidents, des camions-citernes sont mobilisés avec leurs équipes dont 25 colmatent les fuites à raison de 50 par jour. La qualité de l'eau a fait l'objet d'une opération de nettoyage et de stérilisation des points de production dont 266 réservoirs avec un renforcement du contrôle à raison de 312 tests quotidiens sur les conditions de stockage des eaux. Un numéro vert est mis à la disposition du public pour signaler fuites et pannes ou dénoncer les branchements illicites sur le réseau d'AEP par téléphone ou à travers la presse et autre moyen.

Aussi, des communications permanentes ont été établies via le canal des réseaux sociaux au profit des abonnés qui bénéficieront aussi de mesures pour le paiement des factures sans se déplacer au siège de l'ADE. Ils ont la possibilité de s'acquitter par internet ou par mode bancaire. Enfin, la direction de l'ADE informe sa clientèle que ses travailleurs se tiennent disponibles pour cette circonstance exceptionnelle, de jour comme de nuit, durant les week-ends pour assurer la disponibilité de l'eau potable.

Selon une étude réalisée à Wuhan Le coronavirus pourrait voyager jusqu'à 4 mètres d'un malade



Le nouveau coronavirus SARS-CoV-2 contamine à la fois les surfaces et l'air à proximité des patients, et jusqu'à quatre mètres d'eux, selon une étude réalisée dans un hôpital de campagne de Wuhan et publiée vendredi par les Centres américains de prévention et de contrôle des maladies (CDC).

Une limite importante de l'étude, publiée par la revue des CDC Emerging Infectious Diseases, est que le test employé permet de détecter la présence du virus, mais pas la quantité de virus viable. Autrement dit, ce n'est pas parce que le virus éjecté dans l'air par les éternuements ou respirations des patients peut voler jusqu'à quatre mètres, que ces particules seront en quantité suffisante pour infecter quelqu'un. Les chercheurs chinois ont réalisé des prélèvements dans un service de réanimation (15 patients) de l'hôpital de campagne Huoshenshan de Wuhan entre le 19 février et le 2 mars, ainsi que dans un service de soins généraux avec des malades moins graves (24 patients). Il s'agit de l'hôpital préfabriqué qui avait été construit en 10 jours par une armée d'ouvriers au début de l'épidémie dans la ville. Les prélèvements ont été faits

sur les sols, les souris d'ordinateurs, les poubelles, les rampes des lits, les masques des patients, les équipements de protection des soignants, les bouches d'aération, ainsi que dans l'air des chambres à plusieurs endroits. "Le SARS-CoV-2 était largement distribué dans l'air et sur la surface d'objets dans les services de réanimation et de soins généraux, ce qui implique un risque potentiellement élevé de contamination pour les personnels soignants et les autres contacts proches", écrivent les chercheurs.

SEMELLES DES CHAUSSURES

Les zones les plus contaminées étaient près des patients en soins intensifs. Les objets les plus contaminés étaient les souris, suivies des poubelles et des lits et poignées de portes. Mais la moitié des semelles des chaussures du personnel soignant avait également des traces de virus. "Nous recommandons fortement aux personnes de désinfecter les semelles de leurs chaussures avant de sortir de services où se trouvent des patients du Covid-19", en concluent les chercheurs. Ils conseillent aussi de désinfecter les masques après utilisation, avant de les jeter.

Le virus a aussi été détecté dans l'air: plus souvent près du lit du patient que près des stations de travail des médecins. Mais ils en ont trouvé une fois à quatre mètres du malade, ce qui leur fait écrire que "la distance maximale de transmission d'un aérosol de SARS-CoV-2 pourrait être de quatre mètres". Le virus a aussi été trouvé sur la bouche d'aération par où l'air des chambres est évacué. Etant donnée la contamination importante de l'environnement des patients, les chercheurs estiment que "l'isolement à domicile des personnes avec un Covid-19 suspecté pourrait ne pas être une stratégie efficace de contrôle". Le mode principal de contagion du nouveau coronavirus est les gouttelettes relativement grandes produites quand on tousse ou éternue. Mais nous émettons aussi des gouttelettes microscopiques en parlant et en respirant, et la présence du coronavirus en quantités suffisantes à l'intérieur de ces gouttelettes (aérosols) fait l'objet d'un débat scientifique intense. Par précaution, les Etats-Unis ont recommandé de se couvrir le visage, pour éviter que des personnes porteuses du virus mais sans symptômes ne contaminent d'autres gens en parlant ou en respirant.

Record de plus de 2.100 morts aux Etats-Unis en 24 heures

Les Etats-Unis sont devenus le premier pays au monde à dépasser les 2.000 morts du nouveau coronavirus en une journée, avec 2.108 décès supplémentaires enregistrés en 24 heures, selon le comptage de l'université Johns Hopkins à 20H30 locales vendredi. Le nombre total de morts recensés aux Etats-Unis est de 18.586, soit très proche du pays le plus endeuillé, l'Italie, qui déplore 18.849 décès, mais avec une population cinq fois moins importante. L'Amérique approche par ailleurs du demi-million de cas officiellement déclarés de la maladie (+35.000 cas recensés en 24 heures). Les Etats-Unis relèvent depuis le milieu de la semaine dernière plus de 1.000 nouveaux décès quotidiens, et avaient déjà enregistré mardi et mercredi près de 2.000 morts en 24 heures, alors également les pires bilans quotidiens dans le monde depuis le début de la pandémie.

L'épicentre de l'épidémie américaine se situe à New York, l'Etat déplorant à lui seul plus de 7.800 morts et plus de 160.000 cas positifs. Les Etats-Unis sont depuis fin mars le pays comptant le plus de cas recensés d'infections, avec plus d'un quart des cas officiellement déclarés dans le monde.

"Plus de 2,1 millions de tests ont été réalisés" dans le pays, a déclaré le vice-président américain Mike Pence vendredi lors de la conférence de presse quotidienne de la cellule de crise de la Maison Blanche sur le virus. Le président



Donald Trump répète régulièrement qu'il s'agit du plus grand nombre de tests effectués par un pays, ce qui explique selon lui le nombre de cas recensés bien supérieur aux Etats-Unis qu'ailleurs. Selon le site ourworldindata.com, c'est effectivement le cas en valeur absolue, mais proportionnellement à leur population, l'Italie et la Corée du Sud ont réalisé plus de tests que les Américains. Les prévisions du nombre de morts aux Etats-Unis selon le modèle le plus cité (IHME), qui prend en compte la façon dont l'épidémie a évolué en Chine et en Europe, ont ces derniers jours été plusieurs fois revues à la baisse pour la première vague: de 93.000 à 82.000, puis à 60.000 décès.

Pandémies L'interférence de l'Homme sur la biodiversité en cause



Par Stéphane Orjollot

Qu'il vienne d'une chauve-souris ou qu'il ait transité par un pangolin, le coronavirus qui a mis le monde sens dessus dessous vient du monde animal, c'est certain. Mais c'est l'activité humaine qui a favorisé son passage à l'Homme, et si rien ne change, bien d'autres vont suivre, alertent des spécialistes. Les "zoonoses" comme on appelle les maladies ou infections qui se transmettent de l'animal à l'humain, n'ont rien de nouveau. Tuberculose, rage, toxoplasmoses, paludisme... selon le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), 60% des maladies infectieuses humaines ont cette origine. Chiffre qui grimpe à 75% pour les maladies "émergentes": ebola, VIH, gripes aviaires et autres SRAS ou zika...

Or, "l'émergence de maladies zoonotiques est souvent associée aux changements environnementaux" qui sont "habituellement le résultat d'activités humaines, de la modification de l'usage des sols au changement climatique", notait le PNUE dans un rapport de 2016. "Vu la croissance de la population humaine et son utilisation toujours plus intense des ressources planétaires, la destruction d'écosystèmes de plus en plus nombreux multiplie les contacts" entre espèces, abonde Gwenaél Vourc'h, directrice-adjointe de l'unité d'épidémiologie vétérinaire de l'INRAE, un institut de recherche public français.

En cause, la déforestation pour faire place à l'agriculture, l'élevage intensif dont les animaux peuvent servir de "pont" avec l'humain (notamment en développant des résistances aux antibiotiques couramment utilisés dans l'agriculture industrielle), l'urbanisation et la fragmentation des milieux, qui modifient l'équilibre entre les espèces. Sans compter le réchauffement climatique qui peut conduire certains animaux vecteurs de maladie à prospérer là où ils ne vivaient pas avant.

«SANS PRÉCÉDENT»

"Le processus qui conduit un microbe, tel qu'un virus, d'une population de vertébrés -chauve-souris par exemple- dans laquelle il existe naturellement, jusqu'aux humains est complexe, mais causé par l'Homme (...), les actions humaines créant l'occasion pour les microbes de s'approcher des populations humaines", détaille Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES, le panel des experts de l'ONU sur la biodiversité.

"La rapidité de modification des espaces naturels ces 50 dernières années est sans précédent dans l'histoire humaine. Et le facteur direct le plus important de ce changement est le changement d'affectation des terres," poursuit-elle. D'ailleurs, au delà de

la pandémie actuelle, l'IPBES estime que les zoonoses font quelque 700.000 morts par an. Une étude de chercheurs américains, réalisée avant l'apparition de l'épidémie actuelle et publiée mercredi, identifie rongeurs, primates et chauve-souris comme hôtes de la majorité des virus transmis à l'Homme (75,8%). Mais les animaux domestiques sont également porteurs de 50% des zoonoses identifiées. Et si l'on se concentre sur les espèces sauvages menacées, l'étude montre que celles qui partagent le plus de virus avec les humains sont précisément "celles dont les populations sont en baisse en raison de l'exploitation et de la perte d'habitat".

"Nous modifions les territoires (...), ce qui augmente la fréquence et l'intensité des contacts entre l'humain et la faune sauvage, créant les conditions idéales pour des transferts viraux", résume Christine Johnson, de l'école vétérinaire de l'université de Californie, qui a dirigé l'étude, faisant écho aux autres expertes.

«TRAGÉDIE MONDIALE»

La tendance ne devrait pas s'infléchir, prévient Anne Larigauderie, car les modifications d'usage des terres, "combinées aux augmentations en matière d'échanges commerciaux et de voyages", devraient faire augmenter la fréquence des pandémies à l'avenir. La réponse devra donc être systémique, souligne Gwenaél Vourc'h: "Au delà de la seule réponse indispensable à chaque épidémie, il faut réfléchir à notre modèle" et notamment "repenser notre relation avec les écosystèmes naturels et les services qu'ils rendent". Anne Larigauderie ne dit pas autre chose: elle en appelle à un "changement transformant pour trouver une solution à cette tragédie mondiale", en œuvrant à un "ancrage environnemental" des différents secteurs économiques, de la finance à la pêche en passant par les transports ou l'énergie.

"Les stratégies efficaces existent déjà pour contrôler la plupart des zoonoses négligées, la principale contrainte semblant le manque d'investissements," notait déjà le rapport du PNUE de 2016, soulignant que "l'intégrité des écosystèmes sous-tend la santé et le développement humain".

A 86 ans, Jane Goodall a passé la majeure partie de sa vie à étudier et défendre les animaux, notamment les chimpanzés d'Afrique, plus spécialement de Tanzanie. "Il était prédit que ceci allait arriver, et ça va se reproduire jusqu'à ce que nous en apprenions les leçons", prévient la primatologue britannique. Car pour elle, les causes de la pandémie sont évidentes: "notre mépris de la nature et notre manque de respect pour les animaux avec lesquels nous devrions partager la planète". (AFP)

Sale temps en Chine pour les Africains de Canton

Par Laurie Chen

Expulsions, suspicion, interdictions d'entrée dans les commerces: des Africains qui vivent dans la grande métropole chinoise de Canton (sud) se disent victimes de discriminations après plusieurs cas positifs au Covid-19 parmi la communauté nigérienne. La Chine a désormais largement endigué l'épidémie. Mais elle reste sur le qui-vive face aux personnes venant de l'étranger, potentiellement porteuses du coronavirus et donc susceptibles de provoquer une deuxième vague épidémique. La tension est ainsi montée à Canton (15 millions d'habitants) après la découverte par les autorités locales d'au moins huit personnes contaminées qui ont fréquenté l'arrondissement de Yuexiu - où vit une importante communauté africaine. Parmi eux figuraient cinq Nigériens. Ils ont déclenché un tollé en Chine après s'être échappés de leur quarantaine pour se rendre dans plusieurs restaurants et lieux publics. Conséquence: les autorités ont dû tester ou placer en quarantaine quelque 2.000 personnes avec lesquelles ils avaient été en contact, a rapporté un média d'Etat. Canton a jusqu'au dernier bilan établi jeudi fait état de 114 cas "importés". Parmi eux figurent 16 Africains, le reste étant des ressortissants chinois. Une statistique qui n'a toutefois pas freiné la suspicion à l'égard de la communauté africaine de la ville. Plusieurs Africains racontent à l'AFP avoir été chassés de leurs logements, puis refusés dans des hôtels. "J'ai dû dormir sous un pont pendant quatre jours sans rien à manger. Je ne peux même pas acheter de nourri-



ture, car aucun magasin ou restaurant ne m'accepte", affirme à l'AFP Tony Mathias, un étudiant ougandais. "On est dans la rue comme des mendiants", peste le jeune homme de 24 ans, qui dit avoir été forcé lundi de quitter l'appartement où il vivait. Selon Tony Mathias, les policiers n'ont exigé ni dépistage ni quarantaine, mais lui ont tout simplement dit... d'aller dans une autre ville. Contactée, la police de Canton a refusé de répondre aux questions de l'AFP.

HAINE EN LIGNE

Autre victime: un homme d'affaires nigérian dit avoir été chassé de

son appartement cette semaine. "Quand la police nous voit, elle nous interpelle et nous demande de rentrer. Mais où est-ce qu'on peut bien aller?", soupire-t-il. Selon plusieurs Africains contactés par l'AFP, d'autres membres de la communauté ont été soumis à des dépistages massifs et placés en quarantaine.

La Chine interdit désormais l'entrée des étrangers sur son territoire. Et la plupart des personnes qui se déplacent dans le pays doivent subir une quarantaine de 14 jours dans leur lieu de destination. Thiam, un étudiant guinéen, affirme à l'AFP avoir été testé négatif. Selon lui, la police a exigé qu'il soit placé place en quarantaine, même s'il n'a pas

quitté Canton depuis le début de l'épidémie en janvier. "Toutes les personnes que j'ai vu être testées sont des Africains.

Les Chinois peuvent se déplacer librement. Mais quand tu es noir tu ne peux pas sortir", dit-il. Denny, un marchand nigérian expulsé de son appartement, dit avoir passé plusieurs jours dehors avant que des policiers ne le conduisent finalement en quarantaine dans un hôtel. "Même si on est testé négatif, la police ne nous autorise pas à rester dans notre appartement. Aucune raison n'est donnée", assure-t-il à l'AFP. L'affaire des cinq Nigériens a entraîné un torrent de commentaires haineux sur les réseaux sociaux.

Certains ont même appelé à expulser de Chine tous les Africains.

«MALENTENDUS»

Dans ce contexte, une bande dessinée aux accents xénophobes est devenue virale ces derniers jours. On y voit des étrangers aux comportements délictueux, Blancs comme Noirs, représentés... en ordures en train d'être triés par des éboueurs. Interrogé jeudi, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a reconnu des "malentendus" dans les mesures de prévention à Canton. "Le gouvernement chinois traite tous les étrangers en Chine de la même manière (...) et a une tolérance zéro vis-à-vis des paroles et actes discriminatoires", a-t-il assuré lors d'un point presse régulier. Il a appelé les autorités locales à "améliorer leurs mécanismes et méthodes de travail".

Les incidents à Canton peuvent surprendre, car la Chine entretient d'excellentes relations avec la plupart des Etats africains, auxquels elle a notamment offert ces dernières semaines des fournitures médicales face au Covid-19. "La coopération sino-africaine est du ressort du gouvernement central. Mais l'application des règles de séjour, ça se passe au niveau local", souligne Eric Olander, rédacteur en chef du site internet China Africa Project. "Cela explique l'incohérence entre les choses plutôt positives qu'on entend sur la diplomatie chinoise sur le continent et la réalité de plus en plus difficile à laquelle sont confrontés les commerçants, étudiants et autres expatriés africains en Chine."

(AFP)

Certains Etats américains préfèrent la prière au confinement



Par Laurent Banguet

Foi en une protection divine, défense de l'économie et des libertés individuelles ou simple posture idéologique: une poignée d'Etats américains, ruraux et souvent farouches partisans du président Donald Trump, refusent obstinément d'ordonner un confinement général de leur population malgré les ravages du coronavirus dans le pays. Deux d'entre eux, le Dakota du Sud et l'Iowa, ont préféré officiellement appeler à des journées de prière collective à l'approche de Pâques. Il faut dire que le président Trump lui-même avait montré l'exemple en proclamant le dimanche 15 mars "Jour National de Prière" sur Twitter, juste après avoir décrété l'état d'urgence contre la pandémie. Dans le Dakota du Sud, la gouverneure républicaine Kristi Noem a justifié ainsi sa décision de ne pas publier d'ordre de confinement pour l'ensemble du territoire: "Ce sont avant tout les gens qui sont responsables de leur sécurité".

Cela n'a pas empêché cette femme de 48 ans, issue d'une famille d'agriculteurs des Grandes Plaines, de proclamer officiellement le mercredi 8 avril "jour de prière dans tout l'Etat" pour demander "la fin

de la pandémie", ont relevé ses détracteurs. Dans l'Iowa voisin, c'est le Jeudi saint (9 avril) que la gouverneure locale a choisi comme jour officiel de prière contre le coronavirus.

"A travers l'histoire, les habitants de l'Iowa ont trouvé la paix, la force et l'unité à travers la prière à Dieu, en l'implorant humblement de leur donner sa force durant les périodes difficiles", écrit Kim Reynolds dans sa proclamation officielle. La semaine dernière, les autorités médicales de l'Iowa avaient recommandé par un vote unanime des mesures de confinement semblables à celles que plus de 95% des Américains connaissent actuellement.

Mme Reynolds a estimé que de telles restrictions ne s'imposaient pas dans les zones où le coronavirus n'avait pas encore été signalé. La gouverneure républicaine a tout de même décidé de fermer les écoles, de nombreux commerces et lieux publics et a interdit les rassemblements de plus de dix personnes.

LE COMMERCE ET LA FOI

"Ce qui compte n'est pas tant ce que le gouvernement dit que ce que les individus font", a lancé de son côté Doug Bur-

gum, gouverneur du Dakota du Nord, lui aussi idéologiquement opposé à un confinement généralisé, comme dans le Nebraska. Plus au sud, dans l'Arkansas, le gouverneur Asa Hutchinson a invoqué des particularités locales, comme une faible densité de population. Si on mettait en place le confinement dans tout l'Etat, "on exempterait les services essentiels, ce qui signifie que 700.000 habitants de l'Arkansas iraient quand même au travail, faire des courses ou du sport", a-t-il déclaré pour minimiser l'importance d'une telle mesure. Mettant en avant la protection du "commerce", le gouverneur s'oppose en outre aux arrêtés locaux que certains maires, comme celui de la capitale Little Rock, ont souhaité prendre pour limiter les allées et venues. Même dans les Etats où le confinement général est imposé, certains font de la résistance, en invoquant notamment la liberté religieuse garantie par la Constitution.

C'est par exemple le cas des fidèles de la Life Tabernacle Church dans la ville de Central, en Louisiane, qui sont venus par centaines, parfois massés dans des autocars, assister à la messe dimanche dernier malgré l'interdiction. "Ils préfèrent venir à l'église et prier comme des gens libres plutôt que de vivre comme des prisonniers chez eux", a affirmé leur pasteur, Tony Spell. Il avait été arrêté et inculpé la semaine précédente pour violation des règles de confinement, mais entend malgré tout continuer ses prêches. "Les virus se nourrissent de la peur, je n'ai pas peur, j'ai la foi", a lancé une croyante interrogée par le Washington Post devant l'église. Dans l'Ohio (nord-est), les lieux de culte et réunions religieuses sont sur la liste des activités exemptées de l'interdiction de rassemblement malgré les réticences exprimées par le gouverneur. "Je suis couverte du sang de Jésus", avait affirmé une fidèle de la Solid Rock Church de Monroe, pour expliquer pourquoi elle ne craignait pas de contracter le Covid-19 en se rendant à l'église. (AFP)

Maroc

Des ONG s'inquiètent des violences conjugales durant le confinement

Une trentaine d'associations marocaines ont exhorté vendredi les autorités à apporter "une réponse d'urgence aux violences faites aux femmes pendant la pandémie de Covid-19", en hausse selon elles depuis le confinement obligatoire décrété à la mi-mars. "La maison est le lieu le plus dangereux pour les femmes", rappellent ces ONG dans une lettre adressée à plusieurs ministères.

"Déjà élevé, le taux des violences risque d'augmenter à cause des tensions constatées au sein des foyers, avec des pressions liées à la situation de confinement en famille", qui sont exacerbées par les difficultés économiques, s'inquiètent-elles. Dans leur lettre, les ONG citent des cas "où les maris abusent du confinement en mettant la pression psychologique et en exerçant la contrainte physique pour forcer leurs femmes à renoncer à leurs droits". Il arrive aussi que des maris qui avaient abandonné le domicile conjugal y retournent "pour les besoins du confinement, se vengeant sur leurs femmes et leurs enfants". Et si certaines femmes "souffrent de l'insécurité économique causée par la pandémie", leur vulnérabilité financière "entraîne une dépendance accrue vis-à-vis des agresseurs", soulignent encore ces ONG.

Dans ce contexte, "les restrictions de mobilité augmentent la vulnérabilité des victimes de violences, en rendant difficile voire impossible la possibilité d'échapper à une situation dangereuse".

A cela s'ajoute le risque que les autorités soient "débordées et détournées par la réponse à la pandémie". Selon des statistiques officielles, plus d'une femme sur deux a été victime d'une forme de violence au Maroc en 2019.

Une loi contre les violences faites aux femmes est entrée en vigueur en 2018, rendant pour la première fois passible de peines de prison des actes "considérés comme des formes de harcèlement ou de mauvais traitement". Le texte est toutefois jugé insuffisant par des associations féministes. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé dimanche un appel mondial à protéger les femmes et jeunes filles "à la maison", alors que le confinement provoqué par la pandémie de Covid-19 exacerbe les violences conjugales dans les familles partout dans le monde.

"Ces dernières semaines, tandis que s'aggravaient les pressions économiques et sociales et que la peur s'installait, le monde a connu une horrible flambée de violences domestiques", a déploré le chef de l'ONU.

المهنة الوطنية لترقية الصحة وتطوير البحث

National Foundation for Health Progress and Research Development

Covid-19 : le vrai et le faux

Par Mostéfa Khiati

De nombreuses rumeurs circulent à travers tous les pays du monde sur la manière d'être contaminé par le Covid-19 ou de s'en prémunir. Nous rapportons les 20 rumeurs les fréquemment colportées. La meilleure manière de lutter contre l'épidémie et de distinguer le faux du vrai est de respecter les mesures qui sont scientifiquement établies.

Rumeur 1. On peut être infecté par le virus en touchant les boutons d'ascenseur, les tickets de métro, les poignées de porte, les pompes à essence, les caddies, les billets ou les pièces de monnaie.
Vrai. Les particules virales peuvent se déposer à la surface des objets. Manipuler ces objets avant de se toucher le visage peut être une voie de contamination.

Rumeur 2. S'asperger d'alcool ou de chlore élimine le virus.
Faux. L'alcool ne peut pas tuer le virus déjà présents dans l'organisme. L'eau de Javel ne doit pas être appliquée sur la peau.

Rumeur 3. On peut nettoyer les masques usagés en les passant au micro-ondes ou à la vapeur, en les brossant ou en les pulvérisant d'alcool.
Faux. Cela endommagera les masques et réduira leur efficacité.

Rumeur 4. Se gargariser avec de l'eau salée ou du vinaigre et utiliser une solution nasale salée hypertonique peut éliminer le virus.
Faux. Il n'existe aucune preuve permettant d'affirmer que ces gestes aident à combattre une infection au coronavirus.

Rumeur 5. Les séchoirs à air chaud peuvent tuer le virus.
Faux. Les séchoirs à air chaud ne suffisent pas pour tuer le virus. Se laver les mains au savon et à l'eau ou à une solution hydroalcoolique pendant 30 secondes reste la méthode la plus efficace.

Rumeur 6. Boire fréquemment de l'eau ou du thé chaud ou des tisanes chaudes, se plonger dans un bain chaud ou aller dans un hammam ou au sauna peut réduire les risques d'être infecté par le Covid-19.
Faux. Ceci n'a aucun effet sur le Covid-19.

Rumeur 7. L'ail, le gingembre, l'oignon, l'huile de sésame, l'huile de graines de nigelle, les probiotiques, les œufs, les remèdes à base de plantes ou l'aromathérapie peuvent prévenir l'infection.
Faux. L'ail, le gingembre, l'huile des graines de nigelle et l'oignon sont réputés améliorer l'immunité. Cependant, aucun effet connu n'a été confirmé sur le coronavirus.

Rumeur 8. Le citron, les clous de girofle et le miel associés de différentes manières peuvent prévenir l'infection du Covid-19.
Faux. Ces associations pourraient avoir une petite action anti-inflammatoire voire antibactérienne sur le pharynx (gorge) mais leur action sur le virus n'est pas prouvée.

Rumeur 9. Le tabac, l'alcool ou la cocaïne peuvent tuer le virus.
Faux. Ils n'ont aucun effet sur le coronavirus. Le méthanol (alcool méthylique) ne doit pas être utilisé comme désinfectant pour les mains ou comme nettoyant de surface pour lutter contre le Covid-19. Le méthanol est un produit chimique industriel toxique pour le corps humain. Des intoxications à l'alcool ont été observées un peu partout à travers le monde.

Rumeur 10. Seules les personnes appartenant à certaines tranches d'âge ou grou-

pes ethniques, ou ayant certaines origines sont vulnérables au virus.

Faux. Le coronavirus peut infecter des personnes de TOUTES origines. Des cas ont été recensés dans tous les continents et dans pratiquement tous les pays du monde et toutes les régions du globe.

Rumeur 11. Seules les personnes âgées, les femmes enceintes et les patients atteints d'affections chroniques (diabète, hypertension...) sont susceptibles d'être infectées par le coronavirus.
Faux. Le coronavirus peut infecter des personnes de TOUS âges. Les enfants ne sont pas immunisés (car il s'agit d'un nouveau virus contre lequel ils ne sont pas vaccinés) et doivent être protégés car ils peuvent aussi tomber malades.

Rumeur 12. Vous pouvez réaliser vous-même un test de dépistage du Covid-19 en retenant votre respiration pendant 10 secondes.
Faux. Cet autotest est un canular. Certains patients présentent des symptômes légers, voire inexistantes.

Rumeur 13. Les traitements antihypertenseurs, la ribavirine, les antibiotiques ou les vaccins contre la grippe peuvent prévenir la maladie.
Faux. Il n'y a aucune preuve de leur efficacité.

Rumeur 14. Le virus ne se propage que par temps froid et sec.
Faux. D'après les données recueillies par l'OMS, le virus peut être transmis dans TOUTES les zones, y compris celles ayant un climat chaud et humide.

Rumeur 15. La chaleur naturelle tue le virus.
Faux. Le virus n'est tué qu'à une température supérieure à 63 °.

Rumeur 16. Le virus peut vivre plus de 24 heures.
Vrai. En conditions optimales, le virus peut être actif jusqu'à 24 heures sur du carton et plusieurs jours sur du plastique ou du verre.

Rumeur 17. Le virus peut être transmis par les moustiques.
Non confirmé. Aucune preuve n'indique que le virus puisse être transmis par les moustiques.

Rumeur 18. Enlever ses chaussures en rentrant chez soi peut empêcher la propagation du virus.
Vrai. Les chaussures d'extérieur peuvent apporter un risque supplémentaire. Pour limiter la contamination, ne vous déplacez pas à l'intérieur de votre maison avec vos chaussures d'extérieur.

Rumeur 19. Le jogging est recommandé car il permet de maintenir le corps en forme et éloigne toute possibilité de contamination.
Faux. « La pratique du jogging peut représenter un facteur aggravant de transmission du virus. Parce que la portée des molécules expulsées est plus grande. « Un coureur devrait respecter une distance de trois mètres minimum et les cyclistes de 10 mètres. » (Futura sciences)

Rumeur 20. La 5G (non disponible en Algérie) peut être responsable de la multiplication et du développement du virus dans le corps des personnes détentrices de smartphones connectés.
Faux. Le smartphone reçoit des ondes magnétiques de fréquence élevée, lesquelles n'ont aucune action sur le développement des bactéries, des virus ou même des cellules.

Ref : D'après Iwa University, South Korea, modifié

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE MOHAMMADIA
COMMUNE DE MOCTA DOUZ
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) DE LA COMMUNE : 098429365050613

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES POUR LA TROISIEME FOIS N° 05/2020

ACHEVEMENT DU RESEAU D'ASSINISSEMENT A HAY DJEDID COMMUNE DE MOCTA DOUZ
Le président de l'A.P.C. de MOCTA DOUZ lance un Avis d'Appel d'Offres Ouvert avec exigence de capacités minimales en application de l'article N° 40 et 42 alinéa 02 et 44 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public pour la réalisation du projet suivant :

ACHEVEMENT DU RESEAU D'ASSINISSEMENT A HAY DJEDID COMMUNE DE MOCTA DOUZ
Les entreprises et soumissionnaires qualifiés dans le secteur hydraulique catégorie (03) et plus (activité principale Travaux Hydrauliques).
♦ Qualification et de classification professionnelle la catégorie **trois (03) et plus** (activité principale Hydraulique).
♦ Capacités financières égales ou supérieures de 10 millions dinars, moyen trois bilans (2016/2017/2018).
♦ Encadrement technique justifié par la liste CNAS + diplôme comme suit (Ingénieur ou Master en hydraulique).
♦ Moyens matériels justifiés par carte grise et assurance valide comme suit (01 Camion de 15 tonnes + Rétro-chargeur).
♦ Référence professionnelle : au moins un (01) projet similaire (Réalisation Réseau ASSAINISSEMENT) peuvent soumissionner.

Un dossier de candidature :
♦ Une déclaration de candidature dûment renseignée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
♦ La déclaration de probité dûment renseignée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
♦ Des copies des statuts et modificatifs (éventuels), statut de groupement.
♦ Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnels à entreprendre.
♦ Une copie du certification de qualification et de classification professionnelle catégorie (03) et plus (activité principale travaux hydrauliques).
♦ Une copie des bilans fiscaux des trois exercices (années 2016 / 2017 / 2018) dûment visés et les services concernés.
♦ La liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la **CNAS**, et diplômes.
♦ La liste des moyens matériels et mobiliser pour le projet appuyée de toutes pièces justificatives (cartes grises, factures, et assurance de matériel).
♦ La liste des références professionnelles appuyée par des attestations de bonne exécution devant être visées et délivrées uniquement par le maître d'ouvrage.

a) L'offre technique :
♦ La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint).
♦ Le présent cahier des charges dûment renseigné, paraphé, daté et visé par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « **lu et accepté** ».
♦ Engagement de garantie du projet.
♦ Valeur technique (mémoire justification technique) (annexé ci-joint).
♦ Le délai et planning de réalisation des travaux détaillé par poste sur le délai proposé.

b) L'offre financière :
♦ Lettre de soumission (selon modèle ci-joint).
♦ Le bordereau des prix unitaires ci-joint annexé.
♦ Le devis quantitatif et estimatif ci-joint annexé.
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans les enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **dossier de candidature** », « **offre technique** » et « **offre financière** » selon le cas. Ces enveloppes seront mises dans une autre enveloppes cachetée et anonyme, comportant la mention « **A ne pas ouvrir** » Appel d'Offres N° 04/2020, l'objet de l'appel d'offres

A Monsieur le Président de l'APC de Macta Douz
Avis d'Appel d'Offres Ouvert avec exigence de capacités minimales pour la troisième fois.
ACHEVEMENT DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT A HAY DJEDID COMMUNE DE MOCTA DOUZ

La durée de préparation des offres est valable jusqu'à la date d'ouverture des plis fixée à **Huit (08) jours** à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP
La date limite des dépôts des offres est fixée jusqu'au dernier jour de la durée de préparation des offres **avant 14 : 00 h au plus tard**.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Il ne sera pas tenu compte des offres remises hors délai.
L'ouverture des plis se fera le dernier jour de la date limite de dépôt des offres en séance publique à **14 : 00 h au siège de l'APC de Macta Douz**. Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant **Quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date d'ouverture des plis.
Macta Douz le 09/04/2020
Le Président de l'APC

ANEP N° 2031002712 Le Quotidien d'Oran 12/04/2020

GAO ORAVIO SPA EPE / AVICAB / Spa SIDI BEL ABBES

Consultation Restreinte N° 02 / AVICAB / 2020

La Direction Générale de l'E.P.E. / AVICAB / Spa lance un consultation ouverte pour :

Lot	Désignation	Wilaya
01	Location du matériel de transport frigorifique pour transporter les œufs de consommation à travers	Tiaret - Saïda - Relizane - Tissemsilt - Sidi Bel Abbès - Naama - El Bayadh - Tlemcen - Oran - Mostaganem - Mascara

Cette consultation est ouverte aux transporteurs qui disposent des camions frigorifiques réglementés.
Les intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de **Mille Dinars (1.000,00 DA)** auprès de :

**Direction des Finances et Comptabilité
05 Rue de Médine - Sidi Bel Abbès**

L'offre accompagnée des pièces obligatoires énumérées dans le cahier des charges à présenter sous enveloppe principale scellée ne comportant aucune inscription extérieure autre que l'objet de consultation « **soumission à ne pas ouvrir** », cette enveloppe principale abritera deux autres enveloppes scellées :

L'enveloppe **A** contiendra l'offre technique - et l'enveloppe **B** contiendra l'offre financière.
La date limite de dépôt des offres est fixée à **Sept (07) jours à 13 H 00 mn** qui court à partir de la parution de la présente consultation dans le journal.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :
**E.P.E./AVICAB/Spa
05 RUE DE MEDINE - SIDI BEL ABBES**
L'ouverture des plis, publique, s'effectue au siège de l'EPE/AVICAB, en présence des soumissionnaires le jour de la date limite du dépôt des offres à **Quatorze (14) heures**.

ANEP N° 2031100236 Le Quotidien d'Oran 12/04/2020

CONDOLEANCES

Suite à la perte cruelle du regretté

HADDOU Amar

membre de l'OCFLN (AM) décédé le 9 avril 2020

en France à l'âge de 80 ans, la famille HADDOU

d'Oran - Mostaganem - Tiaret - Aflou - Laghouat

- Alger - Marseille - Lyon - Perpignan, présente ses sincères

condoléances à ses enfants et son épouse.

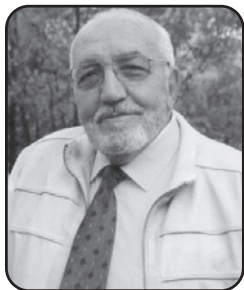
Sans oublier de remercier l'imam et ses fidèles de la mosquée de

Pontoise ainsi que tous les amis qui ont marqué leurs sympathies

en ces moments douloureux.

Puisse Dieu Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.

Ton frère **HADDOU Hadj Khaled - ORAN**



Ligues 1 et 2

Quelles issues pour les championnats algériens ?



M. Zeggai

Se dirige-t-on vers un championnat à blanc ? C'est du moins l'impression qui se dégage, alors qu'il semble pratiquement impossible de reprendre après le 19 avril. «Même si le virus venait à disparaître, on est obligé d'aller vers un déconfinement progressif en fonction de l'évolution de la situation sanitaire», nous a-t-on affirmé. L'éventualité d'un report prolongé des compétitions fait aussi partie des mesures des autorités algériennes pour minimiser au maximum la propagation du virus. Du côté de la ligue de football professionnel et la fédération algérienne de football, c'est toujours l'indécision quant à une éventuelle reprise des compétitions. Ce qui signifie que l'on se dirige vers un nouveau prolongement du confinement. Une chose est sûre : la reprise est liée à une décision des pouvoirs publics en tenant compte de l'évolution de la crise sanitaire et ce, dans l'intérêt public. Pour le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, la compétition a toutes ses

chances d'aller à son terme : «Nous ne pensons absolument pas à l'annulation définitive du championnat». C'est d'ailleurs le même son de cloche chez le président de la FAF, Kheireddine Zetchi. Devant une telle situation, inédite faut-il le préciser, les différents championnats de football, notamment européens, pourraient être annulés. Le MJS a prolongé le gel des activités, mais, selon notre source, l'annulation pure et simple de la saison footballistique est en cours d'étude. Mais le problème, c'est que la Fédération internationale de football (FIFA) a pris récemment une décision d'instruire les associations et fédérations à la poursuite des compétitions dès la fin de la pandémie du coronavirus (Covid-19), excluant toute idée d'une année blanche. Ceci dit, à la FIFA, il n'est pas question de championnat à blanc. C'est aux fédérations et associations, en collaboration avec les autorités de leurs pays respectifs, de décider et fixer la date des reprises de leurs championnats de football, en fonction de l'évolution de la pandémie. En attendant la décision des autori-

tés, c'est l'indécision qui règne au moment où de nombreuses questions restent sans réponses, dans la mesure où ce sont les conséquences économiques et sportives qui posent problème. Les principes de l'accession et de rétrogradation seront-ils maintenus ? Qui sera déclaré champion ? Qui seront les représentants algériens dans les différentes compétitions internationales ?

La situation pourrait davantage se compliquer en l'absence de règlements spécifiques pour ce genre de cas de force majeure. Aussi, qui seront les heureux lauréats à la Ligue 1 puisque plusieurs clubs sont sur le podium avec des écarts minimes ? Quelles sont les équipes qui rétrograderont ? En somme, un vrai casse-tête mais, après tout, la situation sanitaire est pour l'instant une priorité, l'aspect sportif étant secondaire. De mémoire de sportif, et sauf durant les deux guerres mondiales, une telle situation n'a vu le jour. C'est dire que ce virus a donné lieu à une situation inédite et embarrassante pour tout le monde sportif. On en saura un peu plus à l'avenir.

Guerre ouverte à la tête du FC Barcelone

Le président Barça sous un feu nourri

Comme si la défiance maximale de ses joueurs, Lionel Messi en tête, ne suffisait pas, Josep Bartomeu fait face à une fronde d'une partie de la direction : six dirigeants ont démissionné en bloc pour décrier sa gestion et réclamer des élections anticipées. Si la Liga est bien suspendue pour cause de coronavirus, la saison agitée du FC Barcelone en coulisses, elle, se poursuit. Après la passe d'armes entre le vestiaire blaugrana et sa direction autour des négociations sur les baisses de salaire, le club catalan est secoué par une lutte à son sommet. Six membres du conseil d'administration ont démissionné, se disant, dans une lettre aux socios du Barça, incapables de «changer les critères et les formes de la gestion du club face aux importants défis du futur».

D'un point de vue juridique, pas de quoi empêcher Bartomeu d'aller au bout de son mandat courant jusqu'en juin 2021, mais cette attaque directe vient saper un peu plus l'autorité d'un prési-

dent déjà fragilisé par un conflit larvé avec les stars du club.

Au scandale initial, se sont greffées des accusations de corruption. L'audit ordonné par le club auprès du cabinet Pricewaterhouse Coopers aurait coûté un million d'euros selon la Cadena Ser. Une somme qui étonne l'ancien vice-président Emili Roussaud. Quelqu'un a pioché dans la caisse. Si les auditeurs nous disent que le coût de ces services est de 100.000 euros et que nous avons payé un million d'euros, cela signifie que quelqu'un a pioché dans la caisse», a-t-il lancé sur la radio Rac1.

Des allégations réfutées dans la foulée par le club, qui ne conteste pas avoir payé ce montant mais réfute les faits de corruption : «le FC Barcelone nie catégoriquement toute action qui pourrait être qualifiée de corruption, et se réserve donc le droit d'engager les actions judiciaires appropriées», prévient le Barça par communiqué. Quant à l'audit, il «est toujours en cours» et «n'a par conséquent pas abouti

à de quelconques conclusions» sur cet épisode ayant un peu plus détérioré la relation de la direction avec les joueurs. Dès la fin de l'été dernier, une première sortie de Messi, se demandant si le club avait fait «tout son possible pour faire revenir Neymar», annonçait une saison turbulente. Puis, juste avant le «Barçagate», le quintuple Ballon d'Or était encore sorti de sa discrétion habituelle pour demander à son directeur sportif Eric Abidal de «donner des noms» quand celui-ci a semblé faire porter la responsabilité du licenciement de l'entraîneur Ernesto Valverde sur les joueurs. Et plutôt que d'offrir une trêve, la pandémie a été l'occasion de nouveaux déchiements en public sur la question des réductions de salaire de 70% consenties par les joueurs. «Cela nous surprend beaucoup que depuis le club, en interne, certaines personnes souhaitent nous mettre sous le feu des critiques» avait taclé la «Pulga» après des articles rapportant un refus initial.

FIFA : la justice suisse va clore la procédure contre Blatter

Le ministère public de la confédération helvétique (MPC, parquet) a décidé de clore en mars l'une des deux enquêtes visant l'ex-président suisse de la Fifa, Sepp Blatter, révèlent vendredi Le Monde et le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Selon ces deux journaux, le patron déchu de la Fédération internationale de football, âgé de 84 ans, ne sera pas poursuivi pour l'octroi de droits télévisés à l'Union caribéenne de football (CFU), l'un des deux volets de la procédure ouverte contre lui en 2015, pour «suspçon de gestion déloyale et abus de confiance». Interrogé par l'AFP, Sepp Blatter a indiqué «ne pas avoir reçu personnellement le document du MPC». Le MPC soupçonnait Sepp Blatter d'avoir signé un «contrat défavorable à la Fifa» avec la CFU, dirigée alors par le sulfureux Trinidadien Jack Warner, radié à vie

par la Fédération internationale et inculpé pour corruption par la justice américaine. Résilié en 2011, ce contrat octroyait les droits télévisés des Mondiaux 2010 et 2014 à la CFU pour 600.000 dollars (536.000 euros), une somme jugée en-deçà du prix du marché.

L'ex-président de la Fifa reste en revanche toujours sous le coup d'une procédure pénale dans le second volet de l'affaire : le paiement controversé de 2 millions de francs suisses (1,89 M EUR) à Michel Platini, alors président de l'UEFA, en février 2011. «Une fois que le cas concernant le paiement les 2 millions de francs suisses à Platini sera lui aussi classé, je demanderai à la Fifa ma réhabilitation car ma suspension par la commission d'éthique de la Fifa a été faite sur la base des accusations de la justice suisse», a ajouté Blatter.

Angleterre

Kenny Dalglish testé positif au Covid-19

L'ancien joueur et entraîneur de Liverpool, l'Ecosse Kenny Dalglish, 69 ans, a été testé positif au Covid-19 mais reste «asymptomatique», a annoncé sa famille vendredi dans un communiqué relayé par les «Reds».

«Sir Kenny a été hospitalisé mercredi afin de soigner une infection ayant nécessité l'injection d'antibiotiques par voie intraveineuse», ont expliqué les proches de l'ancien attaquant dans un message diffusé sur le site du Liverpool FC. L'Ecosse, qui avait débuté sa carrière au Celtic Glasgow et a remporté à trois reprises la Ligue des champions

avec les «Reds» (1978, 1981, 1984), a «ensuite été testé pour le Covid-19 bien qu'il n'ait auparavant présenté aucun symptôme de la maladie», selon ce communiqué. «Contre toute attente, le résultat du test a été positif, mais il reste asymptomatique», a précisé la famille de l'ancien joueur qui avait coaché Liverpool pendant une saison et demie de 2011 à 2012.

Avant son admission à l'hôpital, Dalglish avait souhaité «s'isoler volontairement» avec sa famille «pendant une période plus longue que celle conseillée», ont précisé ses proches.

France : reprise de la Ligue 1

Les positions opposées d'Aulas et Nasser Al-Khelaïfi

Un peu partout en Europe, les réunions commencent à devenir de plus en plus intenses. Et pour cause, dans chaque pays, les institutions et les clubs cherchent une date de reprise qui convienne à tout le monde. Même si tout dépendra logiquement de l'évolution de cette pandémie de coronavirus, on commence tout de même à avoir quelques indications. En France par exemple, si on ne sait pas encore quand reprendra l'exercice en cours, on sait que l'intention des dirigeants de la LFP est de lancer la saison 2020/2021 le 23 août prochain. Et pour cette saison alors ? Vendredi, une nouvelle réunion du bureau de la Ligue de football professionnel a eu lieu afin de dessiner les contours d'une reprise plus ou moins proche. Mais les désaccords sont parfois colossaux et la tension serait palpable lors de ces réunions, à tel point que comme l'explique Le Parisien, le président de la FFF Noël Le Graët a poussé un énorme coup de gueule, agacé par le manque d'unité dans le football français en ce moment. Mais surtout, le journal nous apprend que les idées du président lyonnais Jean-Michel Aulas et de son homologue parisien Nasser Al-Khelaïfi sont encore très éloignées. Aussi, ce dernier s'est montré très clair : il faut terminer la saison à tout prix. Une volonté motivée par des enjeux sportifs évidents, puisque le titre de champion de France semble promis au PSG, mais aussi financiers. En cas de fin de saison, le club de la capitale toucherait lo-

giquement l'intégralité des droits TV nationaux, dont il a besoin pour rester dans les clous du fair-play financier de l'UEFA. Si l'institution qui régit le football européen a déjà annoncé qu'elle sera plus clément à ce niveau la saison prochaine, ces millions perdus risqueraient de coûter cher sur le moyen terme. Toujours selon le média, il estime aussi que son club a de vraies chances d'aller au bout en Ligue des Champions, et ses troupes ont donc besoin des matchs de championnat pour garder le rythme. Quant à Jean-Michel Aulas, il reste fidèle à ses idées. On se rappelle que ses déclarations concernant une annulation totale de la saison avaient fait énormément parler, et ce même si un peu partout en Europe, d'autres dirigeants influents ont également manifesté leur volonté d'avoir une saison 2019/2020 blanche.

Et si le patron de l'OL mise pour une telle solution, c'est pour être certain de pouvoir démarrer la saison prochaine et toucher l'intégralité des droits TV qui reviendront aux clubs français. Les droits TV de cette saison sont déjà en majorité tous déjà tombés dans les comptes des écuries françaises, qui ne peuvent en revanche pas se permettre de risquer de toucher moins d'argent la saison prochaine (au total plus d'un milliard d'euros sont attendus). C'est donc pour cette raison que l'avis d'Aulas est partagé par de nombreux clubs en Ligue 1, principalement des petites formations. Autant dire qu'un accord est encore loin d'être trouvé...

2

12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le dimanche...
13.25 Film non communiqué
15.05 Vivement dimanche
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.40 Affaire conclue : la chasse aux objets
17.40 Les enfants de la télé
18.50 Météo 2
19.00 Journal 20h00
19.54 Météo 2

20.00 La folie des grandeurs



Comédie - France - Italie - Espagne - 1971
Avec Louis de Funès, Yves Montand, Alice Sapritch, Karin Schubert
En Espagne, au XVIIe siècle, don Salluste, ministre corrompu du roi, profite de ses fonctions pour s'enrichir. Mais son ignominie lui joue des tours quand il tombe en disgrâce auprès de la reine. Il est alors obligé de renoncer à son statut et à sa fortune.

3

10.30 Dans votre région
11.10 Dimanche en politique
12.22 Les nouveaux nomades
12.40 Echappées belles
14.20 Des racines et des ailes
15.15 Des racines et des ailes
16.15 8 chances de tout gagner
16.55 Le grand Slam
18.30 19/20 : Journal national
19.05 Stade 2
20.00 Météo

20.05 Inspecteur Barnaby

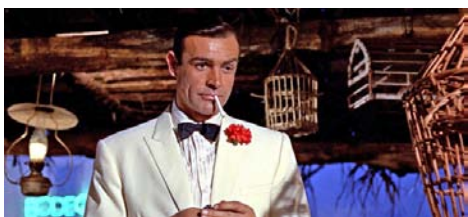


Série policière - Grande-Bretagne - 2016
Saison 18 - Episode 5/6
- Le trésor des Milson
Avec Neil Dudgeon, Gwilym Lee, Fiona Dolman, Manjinder Virk
Dans les environs de Midsomer, des archéologues trouvent les os de Cicely Milson, une martyre protestante. Si Zoe, la chef d'équipe, se réjouit de cette incroyable découverte, ce n'est pas le cas de la plupart des habitants du village qui voient ces recherches d'un mauvais œil. Durant la nuit, Zoe est agressée sur le chantier puis enterrée vivante.

4

10.55 Unikitty
11.40 Denis et Scratch : déchainés !
12.30 Les nouvelles aventures de Peter Pan
14.00 Grizzly et les lemmings
14.30 Scooby-Doo ! Rencontre avec Kiss
15.45 Scooby-Doo : Retour sur l'île aux zombies
17.00 La vie de château
17.30 La foire agricole
17.55 Une vie de chiot

20.05 Goldfinger



Film d'action - Grande-Bretagne - 1964
Avec Sean Connery, Gert Fröbe, Shirley Eaton, Honor Blackman
En Suisse, le super-agent secret britannique James Bond est chargé par M de surveiller les agissements du riche homme d'affaires Auric Goldfinger, dont les spéculations sur l'or inquiètent Londres et Washington. Pour l'approcher, 007 séduit Jill Masterson, la jeune secrétaire particulière du millionnaire. Mais cette dernière est bientôt retrouvée morte, son corps recouvert de peinture dorée.

5

09.20 Echappées belles
11.00 Des trains pas comme les autres
11.35 C l'hebdo
12.45 L'énigme des premiers Américains
13.40 Otzi, le mystère révélé
14.35 Des huiles... pas si végétales
15.30 Noix de coco : le fruit du paradis ?
16.35 Mad, une héroïne de l'ombre
17.35 C politique
18.55 Les trésors des vignobles français
19.55 Un fil à la patte
22.10 Détruire Paris, les plans secrets d'Hitler

arte

10.00 Le foot féminin à Kaboul, une lucarne de liberté
10.45 Les délices de Toscane
11.10 GEO Reportage
11.55 Géorgie : les vallées secrètes de Touchétie
12.50 Marie-Thérèse d'Autriche
16.15 Egon Schiele
17.15 Vienne célèbre Beethoven
18.45 Arte journal
19.05 Vox pop
19.35 Karambolage
19.49 Tu mourras moins bête
19.55 Barry Lyndon
22.50 Kubrick par Kubrick

08.30 The Middle
12.10 F.B.I. : portés disparus



15.45 Le bêtisier des Camille(s)
19.00 C'Cauet
20.05 Urgences



TF1 20.05

BABY BOSS

Film d'animation - Etats-Unis - 2017
Désormais adulte, Tim Templeton se souvient de son enfance de garçon très imaginaire. Petit garçon heureux entouré de parents aimants, Tim, désormais âgé de 7 ans, voit cette belle harmonie se briser avec l'arrivée d'un petit frère. Dans l'imagination débordante de Tim, le bébé, vêtu d'un costume de chef d'entreprise devient le nouveau patron de la maison. Et alors que ses parents, épuisés, le délaissent un peu pour se consacrer au bébé, celui-ci, petit tyran domestique, explique sa façon de voir à Tim.

CINE + PREMIER 19.50
BLACK PANTHER



Film d'action - Etats-Unis - 2018
Avec Chadwick Boseman, Andy Serkis, Michael B. Jordan, Lupita Nyong'o
Il y a des millions d'années une météorite de vibranium, un matériau très puissant, s'écrasait en Afrique, dans un endroit devenu depuis le Wakanda, un pays très puissant de la région. En 1992, à Oakland, en Californie, le roi T'Chaka du Wakanda est obligé de tuer au cours d'un affrontement son frère N'Jobu, dont les agissements mettent en péril le pays.

CINE + FRISSE 19.50

L'ATTAQUE DU METRO 123



Thriller - Etats-Unis - 2009
Avec Denzel Washington, John Travolta, Luis Guzmán, Victor Goujaj
Un matin, à New York, alors que Walter Garber travaille à son poste central d'aiguillage du métro, il remarque que la rame 123 est immobilisée. C'est alors qu'un inconnu le contacte. Il affirme retenir en otages les passagers du premier wagon après avoir détaché le reste de la rame. Il dit se nommer Ryder, exige une importante rançon de dix millions de dollars et n'accepte de parler qu'à Garber.

TÉLÉVISION

TF1

21.45 Esprits criminels



Série policière - Etats-Unis - 2010
Saison 5 - Episode 22/23

- Données privées
Avec Joe Mantegna, Thomas Gibson, Kirsten Vangsness, Paget Brewster
A Boise, dans l'Idaho, un détraqué enlève des femmes sans lien apparent entre elles. Un examen de leur profil accessible sur les réseaux sociaux permet à Penelope de découvrir que les victimes continuent à poster des messages après leur disparition. Les enquêteurs en déduisent que l'auteur des faits est un as de l'informatique.

6

20.05 Zone interdite



Présenté par Ophélie Meunier
Avec leurs trois petits - Tom, 7 ans, Lola, 14 ans, et Ophélie, 18 ans - et leur chien, Virginie et Patrice voyagent à travers l'Europe et l'Asie. De leur côté, Jessica, Romain et leurs enfants traversent onze pays en onze mois à travers l'Amérique du Sud, l'Asie et sillonnent l'Australie. Quant à Sabrina et Benjamin, ces passionnés de voyage embarquent pour la première fois leur progéniture - Noé, 12 ans, Mila, 10 ans, Anna, 7 ans et Louise, 3 ans - dans la découverte du continent américain, en camping-car.



16.55 66 minutes : grand format
18.45 Le 19.45
19.25 Scènes de ménages

CANAL+

20.00 Best of Ligue 1



Cette soirée est dédiée aux duels emblématiques qui ont marqué la Ligue 1 ces dernières années, avec les buts et les plus belles actions. Outre les classiques entre l'OM et le PSG, Lyon s'est invité à la table des cadors du championnat en remportant sept titres consécutifs durant la décennie 2000-2010. Parmi les matchs d'anthologie retour notamment sur le choc Lyon/PSG (4-4) lors de la saison 2011-2012, ou encore sur la rencontre de légende entre l'Olympique Lyonnais et l'Olympique de Marseille qui s'est achevée sur un match nul spectaculaire (5-5) lors de l'exercice 2009-2010.

09.00 Le roi lion
10.55 L'info du vrai
11.30 Boîte noire
11.45 La semaine de Clique
12.50 Les reporters du dimanche
13.20 La Gaule d'Antoine
14.00 Programme non communiqué
14.30 Intérieur sport
15.35 Invisible
16.05 Sport Reporter
16.40 Rétro 2019
18.30 Sport Reporter

PLANETE +

08.20 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
12.10 Nazis : de l'ascension à la chute
14.00 Secrets d'empires
15.50 Missions Namibie
16.15 Tanzanie sauvage
17.10 Archaic Festivals
19.00 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Planète chefs
21.50 Au coeur du cerveau

TFX

08.05 Dragon Ball Super



09.05 Total rénovation : frères en affaires
16.25 On a échangé nos mamans
20.05 Les 30 histoires étonnantes

W9

08.10 Le hit W9
09.10 Génération Hit machine
11.35 Météo
11.40 Soupçon de magie
16.55 Kaamelott
20.00 Météo
20.05 Instinct





8		

FLÉCHÉS N° 7722

	VAINCUS, DEFAITS	→						↕	CHEMIN, PISTE ----- POINTS OPPOSES
							←	SEPT OU ONZE EN FOOTBAL	↕
↕	FANFARONS, FRIMEURS		↑ POSSEDE ----- SE PAIENT DU BON TEMPS !	→	↑				
				←	TROIS ----- MANIES RIDICULES		↕	CAFÉ MALFAMÉ ----- REGLE DE DESSIN	→
			←	CHAMBRE BASSE ! ----- GRILLÉE	→				
↑	GRECQUE BIEN ELEVEE ----- AGENDA	↕		←	CONJON- TION ----- APPELÉES			PREPOSI- TION ----- MESURES DE LONGUEUR	→
				↕		↕	SERIES TV ----- EN ROSE	↓	↑ ENLEVEES ----- MISTER
	DEUX VALENT MIEUX QU'UN !	↓	↑ NOTE ----- APRES MIDI	↓		↓		←	FATIGUÉ, RAPÉ, FINI ----- DEMONS- TRATIF
→	PIECE DE VAISSELLE ----- INFINITIF		↓						
↓		←	QUATRE ROMAIN ----- ETANT DONNÉ QUE		←	CHEF OTTOMAN ----- AVARE	→	↑	
		↓						↕	TANTALE ----- COURS MOYEN
→	CONFIANTS, ILS SONT SANS DANCER					PASSEE EN TETE, APPRISE	→		

CROISÉS N° 7722

A. Extérieures.
B. Possessif.
Pièce à labourer. Fou.
C. Agité et dissipé.
D. Frère des frères.
Bande de marins.
E. Vieux gants de boxe.
Banco !
F. Donnés à cent contre un.
Ca se sent, il va y avoir le feu !
G. Accélééré. Oiseau.
H. Fit tapis.
Affaire en question.
I. Chance gâchée.
On n'est pas du tout conscient dans cet état !
J. Points pauvres.
Rendue stupide.

S	E	G	A	L	O	B	M	A	R	A	C	T	S	P
R	E	L	E	R	T	E	N	E	F	R	N	A	R	E
E	T	N	A	N	A	L	C	R	A	E	R	O	P	F
S	N	I	T	V	E	N	U	V	M	I	S	R	E	D
I	E	S	E	I	A	T	A	E	R	P	E	S	A	E
L	M	R	D	D	R	C	N	U	E	S	T	N	T	I
A	E	U	N	E	H	N	O	R	U	I	D	O	N	E
E	L	O	O	E	O	C	I	M	N	Y	U	S	M	N
R	B	L	R	T	N	T	E	O	T	R	T	A	F	I
A	A	A	E	O	E	N	S	I	D	I	I	R	E	R
E	T	N	C	U	R	N	A	I	N	S	O	E	R	E
C	I	I	G	O	A	R	R	C	O	C	N	S	I	L
R	R	B	C	H	T	E	T	N	E	F	U	O	R	L
O	E	E	C	T	E	R	I	O	R	C	E	L	C	A
F	V	E	A	N	O	I	T	C	I	D	E	G	E	B

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Bof, c'est mon 1er.
- Mon 2e est une matière textile.

Mon tout est un mammifère marin de grande taille.

1	R	2	U	3	L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			

4	1	11	2	12	6	5	7	6	1						
2	7	8	3	8	7	6		7	4						
7	4	7	6	1		7	4	1	15						
10		4	12	4	9		11	6	10						
12	6	5	4	11	6	12	6	5	7						
4	5	9		6	14	8		5	6						
7	1		2	9	4		6	6							
8	10	5	9		1	4	9		1						
16	2	10	8		4	1	7		4						
2	6		5	4	7	7	6	5	7						
6		12	4	5	8	6	1		8						
12	4	8		13	10	1		15	10						
6	17	7	6	1	5	6		2	5						
5	6	6		6			6	5							
7	1	6	9	9	4	2	7	6	1						

FLECHES N°7721

D	E	T	R	I	T	U	S		U
E	S	C	A	M	O	T	E	E	S
B	O	A		A	M	E		C	I
A	P		D		A	R	G	O	N
R	E	T	E	N	T	I		P	E
R		R	S		E	N	T	E	S
A	B	A	I	S	S	E	E	S	
S	A	C	R	E		S	I		A
S	I	T	E		C		N	O	N
E	N	E	R	V	A	N	T	E	S

C	O	M	P	A	S		L	A	E
O	S	E			Q				
		R	E	J	O				
C	Y	C	L	O	N	E			
L		I		F					
U	N								
S	I	S		D					
I	D			C	H	I	O	T	S
O			F	E	U				
N	S			T	I	E	N		A
			O	U	T				U
	A	S	E	Z					

EQUILIS N° 7721

MESSAGE (Mets - Sage)

[illegible]

6	7			9			2	
	3	2	8			5		
8		9	3					6
			6	5				
			7		3			
				8	9			
7					2	6		3
		6			8	1	9	
	9			6			5	2

Lutte anti-terroriste : le Tchad met la pression sur ses partenaires

Le président tchadien Idriss Déby Itno a mis la pression sur ses partenaires en annonçant que son armée allait cesser de participer à des opérations militaires contre les terroristes autour du lac Tchad et au Sahel, où elle est un allié clé de la force française Barkhane. «Nos soldats sont morts pour le lac Tchad et pour le Sahel.

A compter d'aujourd'hui, aucun soldat tchadien ne participera à une opération militaire en dehors du Tchad», a déclaré M. Déby Itno.

L'annonce de l'homme fort de N'Djamena, faite jeudi et diffusée vendredi sur la télévision tchadienne, intervient au terme d'une opération lancée contre Boko Haram à la suite de l'attaque meurtrière contre une base de l'armée tchadienne qui avait fait une centaine de morts fin mars parmi ses soldats.

Des économistes optimistes sur un rebond solide

L'économie mondiale subit de plein fouet les mesures de confinement destinées à enrayer la pandémie, avec des nombres de faillites et de dettes publiques jamais vus auparavant, mais certains économistes sont optimistes sur un rebond solide après cette tempête.

Les comparaisons avec la crise financière de 2008 ne sont désormais plus assez fortes, tant les chiffres sont gigantesques. Pertes pour les entreprises, nombre de chômeurs, montant des plans de relance dans chaque pays: les zéros s'alignent, dépassant largement ce que le monde a connu il y a une décennie.

C'est maintenant à la Grande Dépression de 1929 qu'il faut remonter pour trouver des ordres de grandeur équivalents, selon la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. «La croissance mondiale va devenir fortement négative en 2020», et 2021 pourrait s'avérer «pire» que 2020 si la pandémie devait durer, a-t-elle estimé jeudi. Certains économistes, pourtant, prévoient un rebond rapide et solide dès que les gens pourront quitter leur maison et retourner travailler.

En effet, les conséquences de cette crise ressemblent plus à celles d'une catastrophe naturelle, par exemple un ouragan, qu'à une crise financière ou économique traditionnelle, ont souligné les économistes de la Banque centrale régionale de New York.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Pétrole: pas de «chiffres» de baisse de l'offre discutés au G20

Les ministres de l'Energie du G20 «n'ont pas discuté de chiffres» concernant une baisse éventuelle de l'offre mondiale de pétrole lors de la réunion organisée vendredi par l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial d'or noir, a dit le représentant du Canada, Seamus O'Regan. «Les discussions d'aujourd'hui ont porté sur une solution multilatérale pour résoudre l'instabilité» des prix. «Nous n'avons pas discuté de chiffres, ça ne portait pas sur des chiffres», a dit M. O'Regan, ministre canadien des Ressources naturelles, lors d'un point-presse téléphonique à l'issue de la réunion. «A cette étape-ci, il s'agissait vraiment de discuter d'une politique et d'un engagement collectif pour utiliser tous les outils disponibles pour améliorer la stabilité. Nous avons créé un groupe de travail qui sera chargé d'assurer et de faire rapport sur des éléments de réponse coordonnés», a-t-il précisé. Ce groupe doit se réunir «prochainement», a-t-il dit.

Il a qualifié de «succès» la réunion par visioconférence,



du simple fait qu'elle ait eu lieu, ajoutant que «les pays du G20 partagent vraiment une compréhension que la sécurité et la prospérité économique de nos peuples est liée à un marché de l'énergie qui fonctionne bien et (qui est) stable». Le Canada, a-t-il rappelé, «est le quatrième producteur mondial

de pétrole», qui représente «8% de son PIB». Ce pays, qui dispose de la troisième réserve de la planète, a déjà, selon lui, réduit sa production «d'environ 750.000 barils par jour» ces derniers mois, avec l'effondrement des prix provoqué par la pandémie de nouveau coronavirus.

Le FMI approuve un prêt d'urgence de 745 millions de dollars à la Tunisie



Le Fonds monétaire international a donné son feu vert vendredi à un prêt d'urgence de 745 millions de dollars à la Tunisie, qui risque de connaître la pire récession depuis son indépendance à cause de la pandémie de co-

ronavirus. «Le conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé aujourd'hui le versement de 745 millions de dollars» à la Tunisie dans le cadre de son Instrument de financement rapide (IFR), indique un communiqué de l'institution. «L'économie de la Tunisie devrait se contracter de 4,3% en 2020 à cause du Covid-19, ce qui serait la pire récession depuis l'indépendance du pays en 1956», souligne le communiqué. Le financement du FMI doit venir en appui aux mesures déjà annoncées par les autorités pour faire face à l'épidémie «et atténuer ses répercussions sur le plan humanitaire, social et économique dans un contexte plus incertain que jamais», note le Fonds. L'argent apporté par le FMI doit aussi garantir «un niveau adéquat de réserves internationales et permettra de mobiliser des financements supplémentaires auprès des bailleurs de fonds». «Les autorités ont pris des mesures urgentes en mettant l'accent sur le secteur de la santé, les dispositifs de sécurité sociale et les entreprises en difficulté», a déclaré Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président du conseil d'administration.

Air Algérie: deux vols pour rapatrier des Algériens de Dubaï



La compagnie nationale Air Algérie a dépêché hier samedi deux avions à destination de Dubaï (Emirats arabes unis) afin de rapatrier des ressortissants algériens, a appris l'APS auprès du porte-parole d'Air Algérie M. Amine Andaloussi. Il s'agit de deux appareils de type Airbus A 330 d'une capacité de 300 passagers chacun, qui ont décollé vers 5h00 du matin à destination de l'Aéroport international de Dubaï, précise la même source. Depuis le début de la crise sanitaire du coronavirus, l'Algérie a rapatrié plus de 8.000 de ses ressortissants à l'étranger, alors que la quasi-totalité des espaces aériens à travers le monde sont fermés. Ces mesures de rapatriement des Algériens des ports et des aéroports à l'étranger, avaient été prises suite aux instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, après la propagation de la pandémie Covid-19.

Soutien russe au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination



La Russie a réaffirmé, lors de la réunion du Conseil de sécurité, que toute solution au conflit au Sahara occidental doit respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et la Charte de l'ONU. La mission russe auprès des Nations unies a souligné, dans un tweet sur son compte officiel après la réunion jeudi du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental, que toute solution à ce conflit doit respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et la Charte des Nations unies. La solution finale au conflit au Sahara occidental «devrait envisager l'autodétermination du peuple du Sahara occidental sur la base des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans le cadre des procédures qui doivent respecter les objectifs et les principes de la Charte de l'ONU», lit-on dans le tweet. Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu jeudi une séance sur le Sahara occidental, sous la présidence de la République dominicaine, via vidéoconférence en raison des mesures adoptées par le Conseil contre l'épidémie de Covid-19.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE TROC INCONGRU

sont un affront colossal à l'adresse de l'espèce humaine. La débilite et l'inconséquence flagrante des nantis n'ont donc pas de limites et il est à croire qu'ils ne se rendent pas compte qu'une richesse n'a aucun sens sans la primaire reconnaissance de ceux qui souffrent et que l'apparent bonheur limité à une minorité n'a qu'un réconfort passager.

Les Beatles comme sans doute Picasso, Chopin ou Rembrandt ne demandaient pas une telle reconnaissance dénaturée qui ternirait une gloire dès lors qu'elle devient monnayable provoquant de profondes entailles à sa vraie valeur. Grande doit être la souffrance des génies disparus et dans leurs tombes ils doivent se retourner

quand leurs œuvres sont soumises au chichi financier des criées alors que les catastrophes naturelles sont en passe de donner un nouveau visage au monde. Parce que leur génie et l'avancée de leurs créations ont eu sans conteste comme base et comme matières premières une surdose d'humanisme pour que la terre soit un éden pour tous. Ils ne se sont pas évertués à mettre en relief leur passion pour la vie pour qu'elle soit objet de trocs incongrus.

Pourtant face aux gabegies déconcertantes et coutumières, et en la circonstance présente, la pandémie aveugle qui va jusqu'à titiller sans distinction des chefs d'Etat dans leurs âmes et dans leurs corps doit être reçue comme une superbe leçon de retenue, d'entraide et de désintéressement matériel.

Quelle signification et quelle justification peut-on trouver à cette extravagante vente aux enchères du griffonnage sur un bout de papier d'une chanson achetée avant-hier à près d'un million de dollars ? Les Beatles sont certainement des idoles reconnues, mais de là à accorder à leurs babillages des élans qui déconcertent grandement est une insulte à la conscience humaine. L'art est à aduler et les grands artistes méritent tous les honneurs, mais les débiles emportements financiers ne peuvent pas être des témoignages qui souffrent d'une débilite outrancière en incendiant sans mesure des millions de dollars quand plus de la moitié de la population mondiale crie famine. Les ventes aux enchères du genre dans cette terrifiante étape que traverse l'humanité